

NIGER

Evaluation multisectorielle des besoins (MSNA)

Rapport final

Janvier 2021



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



IOM • OM

REACH Informing
more effective
humanitarian action

Evaluation conduite au sein du cadre institutionnel de :

Inter-Cluster Coordination Group (ICCG)

Financée par :



Avec le soutien opérationnel de :



Image de couverture : Niamey, 2020, @Véronique Pingard/IMPACT

A propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org. Vous pouvez nous contacter directement à : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

N.B. : Le masculin est utilisé dans l'ensemble du document au sens générique ; il désigne autant les femmes que les hommes.

RESUME

Depuis 2015, la situation sécuritaire au Niger s'est dégradée, du fait notamment de l'activité de groupes armés non étatiques dans les zones frontalières du pays, et se superpose à des faiblesses structurelles globales en matière de développement. Le Niger est caractérisé, en effet, par un faible taux de développement humain, un fort taux de pauvreté¹ et des lacunes en termes de provision des services de base.^{2 3} L'augmentation continue du nombre de déplacés internes et de réfugiés⁴ mais aussi la croissance démographique rapide et le processus de désertification lié au changement climatique⁵ sont autant de pressions exercées sur les ressources et les infrastructures disponibles pour les populations. Outre la crise sécuritaire, des chocs particuliers semblent avoir accru l'impact de ces facteurs en 2020 : les mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19 ont perturbé les déplacements et les flux commerciaux, limitant l'approvisionnement alimentaire et l'accès aux revenus d'une partie de la population.⁶ De plus, entre juillet et septembre 2020, les inondations liées à la saison des pluies ont provoqué le sinistre de 516 000 ménages, un nombre particulièrement élevé par rapport aux années précédentes.⁷

La communauté humanitaire tente d'apporter une assistance aux populations directement affectées par ces différents chocs, tout en intégrant cette réponse dans une logique de renforcement des faiblesses structurelles du pays. Elle se heurte toutefois à un manque de données multisectorielles fiables et actualisées dans ses efforts de coordination. Afin de répondre à ces lacunes, REACH, sous l'égide de l'*Inter-Cluster Coordination Group* (ICCG), a conduit une évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) au Niger sur l'ensemble du territoire et auprès de quatre groupes de population définis en fonction du statut de déplacement : les personnes déplacées internes (PDI), réfugiées, retournées et non déplacées. En garantissant une couverture nationale et multisectorielle, cette évaluation vient compléter les systèmes de collecte et d'analyse de données existants⁸ pour améliorer la compréhension générale de la nature et de la sévérité des besoins multisectoriels des populations au Niger.

La méthodologie et les outils de collecte de données de la MSNA ont été élaborés en collaboration étroite avec tous les clusters sectoriels et les mécanismes d'évaluation existants et validés au niveau de l'ICCG. La collecte de données s'est déroulée du 25 juin au 8 août 2020.⁹ Au total, 7 133 entretiens ont été menés dans 1 308 localités, réparties sur l'ensemble du territoire. La MSNA a ainsi permis d'obtenir des données statistiquement représentatives avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur maximale de 10% dans les huit régions du Niger, pour chacun des groupes de population qui y étaient présents. L'évaluation a par ailleurs permis d'obtenir des données représentatives au niveau départemental dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri, indifféremment des groupes de population.¹⁰ En raison de contraintes liées à l'insécurité et aux inondations, il n'a toutefois pas été possible de collecter des données représentatives dans les départements de Banibangou et Bankilaré (région de Tillabéri) et de Bosso et N'Gourti (région de Diffa).

¹ Le Niger est le pays avec l'indice de développement humain le plus faible au monde et son taux de pauvreté multidimensionnel s'élève à 90,5%. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), [Rapport sur le développement humain 2019](#), décembre 2019.

² Dans ce contexte, les services de base se réfèrent notamment aux services éducatifs, de santé, de prise en charge en protection ainsi qu'aux réseaux électriques, routiers et d'eau courante. Cette liste n'est pas exhaustive et d'autres infrastructures socio-communautaires peuvent être considérées comme des services de base.

³ Afrobaromètre, [Les services de base et les infrastructures du Niger ne sont pas encore suffisants](#), septembre 2019.

⁴ Le Niger comptait 257 000 PDI et 229 500 réfugiés en novembre 2020 selon le portail de données du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) (consulté le 23 novembre 2020, dernière mise à jour – 31 octobre 2020).

⁵ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), [Aperçu des besoins humanitaires – Niger](#), janvier 2020.

⁶ Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNP-GCA) et al., [Evaluation d'impact des mesures restrictives liées à la pandémie de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire, les moyens d'existence et le revenu des ménages des régions de Diffa, Dosso, Tillabéri, Zinder et Niamey périphérie au Niger](#), juillet 2020.

⁷ Programme alimentaire mondial (PAM), [West and Central Africa Flood affected areas – People affected](#), novembre 2020.

⁸ Notamment les analyses disponibles à travers le processus du [Cadre Harmonisé et l'enquête nationale de nutrition par la méthodologie SMART](#).

⁹ Un reliquat d'environ 120 enquêtes a été réalisé au mois de septembre auprès des PDI à Tillabéri et des réfugiés à Diffa.

¹⁰ Le niveau de confiance associé à chaque strate est détaillé en annexe 4.

Les données collectées dans le cadre de la MSNA ont été utilisées pour faciliter l'analyse des besoins sectoriels et intersectoriels afin d'informer l'aperçu des besoins humanitaire au Niger (HNO) et le plan de réponse humanitaire (HRP) en 2021. Ces données ont par ailleurs été utilisées dans le processus d'analyse des zones d'insécurité alimentaire du Cadre Harmonisé. Le présent rapport vise à compléter les efforts fournis dans le cadre de ces différents processus à travers une analyse à partir des données de la MSNA. Elle se fonde sur l'attribution pour chaque ménage d'un score de sévérité exprimé sur une échelle de 1 à 4+ par secteur, permettant de déterminer si le ménage a un manque en termes de niveau de vie (LSG) dans ce secteur,¹¹ et l'attribution d'un score de sévérité en fonction de l'usage de stratégies d'adaptation négatives non viables (démontrant un manque de capacité (CG) au niveau des ménages). L'agrégation des scores LSG permet la détermination d'un indice des besoins multisectoriels (MSNI) par ménage selon la même échelle de sévérité. Les ménages ayant un score de sévérité MSNI de 3 ou plus sont ainsi considérés comme ayant des besoins multisectoriels.¹² L'analyse s'intéresse finalement à l'influence des vulnérabilités préexistantes des ménages sur la sévérité de leurs besoins multisectoriels.

Résultats clés

Les résultats de la MSNA montrent que **97% des ménages au niveau national ont été identifiés comme ayant des besoins multisectoriels**, répartis de manière homogène sur l'ensemble du territoire et entre les groupes de population. Ce résultat signifie que la majorité des ménages n'étaient pas en mesure de répondre à leurs besoins de base dans un ou plusieurs des secteurs pris en compte lors de l'évaluation. Une proportion significative de ménages (63%) a été identifiée comme ayant des besoins (ou LSG) dans 2 ou 3 secteurs simultanément.

Au niveau national, **les secteurs de l'eau, hygiène et assainissement (EHA) et de l'éducation sont apparus comme les principaux déterminants des besoins multisectoriels pour les populations non déplacées**. En effet, 91% des ménages non déplacés ayant des besoins multisectoriels ont été identifiés comme ayant un LSG en EHA et 65% comme ayant un LSG en éducation.¹³ Conséquences des chocs dans une certaine mesure, ces besoins sont principalement tributaires d'enjeux structurels, notamment le manque d'infrastructures de base, ainsi que de normes sociales. **Ces deux LSG sectoriels coexistaient souvent chez les ménages, se conjuguant, pour une partie d'entre eux, avec des besoins en sécurité alimentaire. Le secteur de la santé est quant à lui le troisième besoin prioritaire le plus fréquemment cité par les ménages** qui mentionnent l'argent pour payer les frais médicaux et les médicaments parmi les interventions qui leur semblaient préférables.

L'évaluation a montré que les besoins des populations déplacées (réfugiés, retournés et déplacés internes) étaient d'une nature relativement différente de ceux des populations non déplacées. Si l'éducation et la sécurité alimentaire sont apparus comme des secteurs déterminants des besoins pour l'ensemble des groupes de population, le secteur des abris et biens non alimentaires (ABNA) est aussi apparu comme un déterminant essentiel des besoins multisectoriels des ménages déplacés. En effet, **82% des ménages PDI, 86% des ménages réfugiés et 78% des ménages retournés ayant des besoins multisectoriels ont été identifiés comme ayant un LSG en ABNA**. Cette prévalence des besoins en ABNA est corrélée à l'occupation par ces groupes d'abris non durables, présentant des faiblesses structurelles souvent liées aux intempéries. Sur l'ensemble du territoire, la proportion de ménages déplacés qui ont été identifiés comme ayant des besoins en EHA était inférieure à celle de ménages non déplacés, suggérant que l'accès à l'assistance humanitaire vient combler certaines lacunes dans ce secteur.

¹¹ Un ménage est considéré comme ayant un manque en termes de niveau de vie par secteur lorsqu'il obtient un score de sévérité de 3 ou plus dans ce secteur. La détermination d'un manque en termes de niveau de vie par secteur équivaut à considérer le ménage comme ayant un besoin dans ledit secteur.

¹² Lorsque l'expression « besoins multisectoriels » est utilisée, elle se réfère à la proportion de ménages avec un score de sévérité de l'indice des besoins multisectoriels (MSNI) d'au moins 3, en fonction de la sévérité des manques en termes de niveau de vie (LSG) identifiés pour chaque ménage.

¹³ Un même ménage peut avoir des LSG dans plusieurs secteurs simultanément ce qui explique que les proportions de ménages ayant des LSG par secteur puissent excéder 100%.

Certaines caractéristiques semblent exacerber les difficultés rencontrées par les ménages pour satisfaire leurs besoins de base et affecter leur capacité à absorber les chocs. **Dix-huit pour cent (18%) des ménages au niveau national ont été identifiés comme vulnérables et ayant des besoins multisectoriels**, sur un total de 19% de ménages vulnérables.¹⁴ Des besoins accrus en sécurité alimentaire ont été identifiés pour les **ménages dirigés par des femmes** (50% contre 42% des ménages dirigés par des hommes ayant des besoins multisectoriels) et des besoins en protection élevés pour **les ménages comportant un membre atteint de maladie chronique ou en situation de handicap**. L'absence de **membre adulte sachant lire et écrire** au sein des ménages semble par ailleurs associée à de besoins accrus dans les secteurs de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de l'EHA. Cette dynamique peut être corrélée à une prévalence de l'analphabétisme dans les zones rurales, où l'accès aux services et infrastructures de base représentent des défis particulièrement importants.

Parallèlement aux besoins sectoriels et multisectoriels des ménages, la MSNA a montré la prévalence de CG pour une grande partie des ménages au Niger, matérialisée par le recours à des stratégies d'adaptation négatives non viables pour pallier au manque de ressources. Au niveau national, 1% des ménages n'ont pas de besoins multisectoriels mais un CG, soit un tiers des ménages n'ayant pas de besoins multisectoriels.¹⁵ Il importe de noter que **71% des ménages ayant des besoins multisectoriels ont aussi été identifiés comme présentant un CG**. Cette proportion élevée suggère que les besoins multisectoriels des ménages pourraient augmenter si des chocs devaient les affecter dans le futur, mais aussi que le recours à ces stratégies ne permet pas aux ménages de surmonter les barrières rencontrées pour satisfaire leurs besoins de base.

Au niveau national, une proportion plus restreinte de ménages (9%) peut être considérée comme ayant des besoins multisectoriels très extrêmes (score de sévérité du MSNI de 4+). L'évaluation a montré que les **proportions de ménages concernés par des besoins multisectoriels très extrêmes étaient particulièrement élevées dans certaines zones ou pour certains groupes de population**, invitant à une analyse approfondie des dynamiques contribuant à la sévérité des besoins de ces sous-ensembles. Trois sous-ensembles ont été mis en exergue dans le cadre de ce rapport : les ménages résidant dans les départements frontaliers du Mali et du Burkina Faso au nord-ouest de la région de Tillabéri (tous groupes de population confondus), les populations réfugiées de la région de Tahoua, qui concentrent les proportions les plus élevées de ménages avec des besoins très extrêmes et les populations non déplacées dans la région de Zinder.¹⁶

Quarante-quatre pour cent (44%) des ménages réfugiés dans la région de Tahoua, plus précisément dans le département de Tillia où se concentre ce groupe de population, font face à des besoins multisectoriels très extrêmes. Ce niveau de sévérité peut être corrélé à la recrudescence de l'insécurité dans la zone en 2020, et résulter en une perte de ressources et d'accès aux infrastructures de base pour la population amenée à effectuer de nouveaux déplacements. Si la conjugaison de besoins en ABNA, sécurité alimentaire, éducation et EHA apparaît comme le profil de besoin le plus commun pour ce groupe (10% des ménages), une proportion préoccupante (52%) de ménages réfugiés ayant des besoins multisectoriels a été identifiée comme ayant des besoins en protection.

La proportion de ménages résidant dans les départements au nord-ouest de Tillabéri, au cœur de la zone des trois Frontières, et ayant des besoins multisectoriels très extrêmes apparaît aussi préoccupante. En effet, **79% des**

¹⁴ La vulnérabilité est définie à partir d'un score calculé au niveau de chaque ménage. Les critères de vulnérabilité pris en compte dans ce cadre incluent l'âge et le sexe du ou de la chef.fe de ménage, la présence de membres ayant des maladies chroniques ou en situation de handicap au sein du ménage ou la présence d'adultes alphabétisés au sein du ménage. La durée de déplacement et l'accueil de ménages au sein de l'abri ont aussi été pris en compte comme des facteurs de vulnérabilité accrue.

¹⁵ 3% des ménages au niveau national n'avaient pas de besoins multisectoriels et 1% des ménages au niveau national n'avaient pas de besoins multisectoriels mais avaient un manque de capacité.

¹⁶ Les départements de N'Gourti et Bosso à Diffa sont aussi marqués par des défis d'accès particulièrement importants pour la communauté humanitaire. La collecte de données de la MSNA n'a pas permis de collecter suffisamment de données dans ces départements pour obtenir des résultats représentatifs ou indicatifs de la situation. Il importe de garder en tête cette limite lors de l'analyse des zones avec les besoins les plus extrêmes au Niger.

ménages à Bankilaré, 69% des ménages à Ayerou, 49% des ménages à Téra et 48% des ménages à Gotheye ont des besoins multisectoriels très extrêmes. L'insécurité, les difficultés accrues d'accès pour les acteurs humanitaires à la zone, et l'impact indirect de la COVID-19 semblent être catalyseurs de cette sévérité, notamment déterminée par un niveau d'insécurité alimentaire critique et des besoins importants en EHA.

La concentration de ménages avec des besoins multisectoriels très extrêmes dans des régions épargnées par l'insécurité et les déplacements, notamment Niamey, Dosso et plus particulièrement Zinder, témoigne de l'impact simultané des faiblesses structurelles en termes d'accès aux services et ressources de base au Niger et des chocs ayant affecté l'ensemble du pays en 2020 (épidémies, chocs climatiques). **L'acuité des besoins à Zinder, où 14% des ménages** ont été identifiés comme ayant des besoins multisectoriels très extrêmes est particulièrement tributaire de LSG en EHA et en sécurité alimentaire.

Les résultats de la MSNA montrent par ailleurs que **22% des ménages ont accédé à une forme d'assistance humanitaire au cours des 30 jours précédant la collecte de données.**¹⁷ Parmi eux, plus d'un ménage sur cinq a indiqué ne pas être satisfait de l'assistance reçue, principalement car elle n'était pas en quantité suffisante mais aussi parce qu'elle ne correspondait pas aux besoins des ménages. La modalité d'assistance sous forme de transferts monétaires semble être privilégiée au niveau global, notamment en sécurité alimentaire et ABNA à l'exception des régions de Tillabéri et Tahoua où prévaut une préférence pour la provision directe d'assistance, selon ce qui a été rapporté par les ménages.

En conclusion, les différents chocs qui ont affecté le Niger en 2020 ont contribué à exacerber des vulnérabilités structurelles, résultant dans des besoins multisectoriels pour la quasi-totalité des ménages. Cette combinaison de facteurs explique aussi l'acuité des besoins pour certains sous-ensembles au sein desquels a été identifiée une proportion élevée de ménages avec des besoins multisectoriels très extrêmes – à la fois dans des zones particulièrement difficiles d'accès que dans des zones qui ne sont pas systématiquement prioritaires pour la réponse humanitaire. Cela souligne l'importance de compléter la présente évaluation avec des analyses approfondies, aussi bien en termes sectoriels qu'au niveau de certaines zones, en 2021.

¹⁷ Cette proportion élevée pourrait en partie s'expliquer par une compréhension élargie de la notion d'assistance humanitaire par les ménages, qui comprendrait aussi l'assistance fournie exclusivement par le gouvernement ou au niveau communautaire.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ.....	1
Liste des acronymes	7
Classifications géographiques	7
Liste des figures, tableaux et cartes	8
Figures.....	8
Tableaux.....	8
Cartes	8
INTRODUCTION	9
MÉTHODOLOGIE	11
1. Objectifs spécifiques et questions de recherche.....	11
2. Périmètre de l'évaluation.....	11
Couverture géographique	11
Population ciblée.....	12
3. Stratégie d'échantillonnage.....	13
4. Collecte de données	13
5. Analyse	14
6. Données secondaires	15
7. Considérations éthiques.....	15
8. Difficultés et limites	15
RÉSULTATS	17
1. Aperçu des besoins multisectoriels.....	17
1.1 Répartition des besoins multisectoriels par région	17
Zoom sur les besoins des ménages en milieu rural et en milieu urbain.....	18
1.2 Répartition des besoins multisectoriels par groupe de population.....	18
1.3 Identification de poches de besoins au niveau régional et départemental.....	19
2. Déterminants des besoins.....	20
2.1 Déterminants et profils de besoins les plus communs au Niger	20

2.2	Déterminants et profils de besoins les plus communs des ménages non déplacés	21
	Zooms sur les résultats liés à la COVID-19	22
2.3	Déterminants et profils de besoins les plus communs des ménages déplacés	22
	Zooms sur la redevabilité envers les populations affectées	24
3.	Vulnérabilités préexistantes	24
	Zooms sur les vulnérabilités accrues liées aux déplacements de population	26
4.	Prévalence de stratégies d'adaptation négatives.....	26
5.	Poches de populations dont les besoins sont particulièrement préoccupants	28
5.1	Les ménages réfugiés dans la région de Tahoua.....	28
5.2	Les départements au nord-ouest de la région de Tillabéri.....	29
5.3	La population non déplacée de Zinder	31
CONCLUSION		33
ANNEXES		35
	Annexe 1 : documents techniques et produits d'information disponibles.....	35
	Annexe 2 : méthodologie d'analyse	36
	Annexe 3 : indicateurs clés retenus pour l'analyse multisectorielle	40
	Annexe 4 : tableau d'échantillonnage et niveau de confiance associés	42
	Annexe 5 : agenda de formation des enquêteurs	44
	Annexe 6 : politiques de protection des communautés.....	45
	Annexe 7 : partenaires de l'évaluation	47
	Annexe 8 : principales sources de données secondaires	48

Liste des acronymes

ABNA	Abris et biens non alimentaires
ACF	Action contre la faim
ASB	Arbeiter Samariter Bun
CG	Manque de capacité (<i>Capacity Gap</i>)
CH	Cadre Harmonisé
CILSS	Comité inter-Etat de lutte contre la sécheresse au Sahel
CIPMEN	Centre Incubateur des PME au Niger
COOPI	Cooperazione Internazionale
COVID-19	Maladie à coronavirus de 2019
CRS	Catholic Relief Services
DNPGCA	Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires
DRC	Danish Refugee Council
DREC	Direction régionale de l'état-civil
DTM	Displacement Tracking Matrix
EHA	Eau, hygiène et assainissement
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (<i>Food and Agriculture Organization</i>)
FEWS NET	Famine Early Warning Systems Network
GRET	Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques
HNO	Aperçu des besoins humanitaires (<i>Humanitarian Needs Overview</i>)
ICCG	Groupe de coordination inter-cluster (<i>Inter-Cluster Coordination Group</i>)
INS	Institut national de statistiques
IRC	International Rescue Committee
JIAF	Cadre d'analyse intersectorielle conjointe (<i>Joint Inter-Sectoral Analytical Framework</i>)
LSG	Manque en termes de niveau de vie (<i>Living Standard Gap</i>)
MSNA	Evaluation multisectorielle des besoins (<i>Multi-Sectoral Needs Assessment</i>)
MSNI	Indice des besoins multisectoriels (<i>Multi-Sectoral Needs Index</i>)
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires
OFDA	Office of U.S. Foreign Disaster Assistance
OIM	Organisation internationale pour les migrations
PAM	Programme alimentaire mondial
PDI	Personne déplacée interne
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PSEA	Politique contre l'exploitation et les abus sexuels
SAP	Système d'alerte précoce
SIMA	Système d'information sur les marchés agricoles
RRM	Mécanisme de réponse rapide (<i>Rapid Response Mechanism</i>)
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (<i>United Nations High Commissioner for Refugees</i>)
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance (<i>United Nations Children's Fund</i>)
ZAR	Zone d'accueil des réfugiés

Classifications géographiques

Région	Circonscription administrative la plus haute au-dessous du niveau national, formé par un ensemble de départements. La communauté urbaine de Niamey est aussi considérée comme une région.
Département	Niveau administratif inférieur à la région, formé par un ensemble de communes.
Commune	Niveau administratif le plus bas.

Liste des figures, tableaux et cartes

Figures

Figure 1 : % de ménages par score de sévérité du MSNI	17
Figure 2 : % de ménages avec des besoins multisectoriels par region	17
Figure 3 : % de ménages avec un score de sévérité MSNI de 4+ par region.....	18
Figure 4 : combinaisons les plus communes d'un ou plusieurs LSG parmi les ménages ayant des besoins multisectoriels.....	21
Figure 5 : parmi les ménages non déplacés avec des besoins multisectoriels, % des ménages avec un/des LSG sectoriel(s) :	21
Figure 6 : parmi les ménages déplacés avec des besoins multisectoriels, % des ménages avec un/des LSG sectoriel(s) :	23
Figure 7 : % de ménages avec des besoins multisectoriels très extrêmes pour les ménages... :	24
Figure 8 : % de ménages ayant des besoins multisectoriels et un manque de capacité par région.....	27
Figure 9 : combinaisons les plus communes d'un ou plusieurs LSG parmi les ménages réfugiés ayant des besoins multisectoriels dans la région de Tahoua	29
Figure 10 : % de ménages par score de sévérité du MSNI dans la région de Zinder :.....	31
Figure 11 : combinaisons les plus communes d'un ou plusieurs LSG parmi les ménages ayant des besoins multisectoriels dans la région de Zinder	32
Figure 12 : justification de l'échelle de sévérité	36
Figure 13 : identification des LSG par secteur - exemple.....	38

Tableaux

Tableau 1 : définition et localisation des groupes de populations ciblés dans le cadre de la MSNA	12
Tableau 2 : % de ménages par score de sévérité MSNI, par groupe de population	18
Tableau 3 : % de ménages par nombre de LSG sectoriels, par groupe de population	20
Tableau 4 : % de ménages par score de sévérité MSNI, par département de la région de Tillabéri :	30
Tableau 5 : exemples de scores MSNI par ménage basés sur les résultats de l'analyse sectorielle	38

Cartes

Carte 1 : localités évaluées dans le cadre de la MSNA.....	12
Carte 2 : départements dans lesquels plus de 15% des ménages avaient des besoins multisectoriels très extrêmes dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Maradi	19

INTRODUCTION

Aux trois quarts désertique ou semi-désertique,⁵ le territoire nigérien fait face à des contraintes géographiques et climatiques importantes, exacerbées par des épisodes récurrents de sécheresse et d'inondations.⁷ En 2020, 516 000 personnes ont ainsi été sinistrées par des inondations sans précédent, liées à une forte pluviométrie et aux débordements des principaux bassins fluviaux.⁷ Ces facteurs physiques s'associent à un faible taux de développement humain, à un fort taux de pauvreté¹ et à des faiblesses structurelles en termes de provision des services de base,¹⁸ pour expliquer les difficultés que rencontre une partie de la population pour accéder aux ressources essentielles. La prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois s'élève ainsi à 12,7% au niveau national en 2020¹⁹ et près de 2,6 millions de personnes seraient en Phases 3 (crise) et 4 (urgence) d'insécurité alimentaire entre mars et mai 2020.²⁰

Parallèlement à ces défis, le Niger connaît aussi une dégradation de sa situation sécuritaire depuis 2015 menant à d'importants mouvements de population. Liés à l'instabilité croissante des pays limitrophes, ces enjeux sécuritaires sont particulièrement tangibles dans les zones frontalières du Niger, plus spécifiquement dans les régions de Tillabéri, Tahoua, Diffa et Maradi. La région de Diffa est en proie à une crise de déplacement prolongée, alimentée par de nombreuses incursions de groupes armés non-étatiques (GANE) en provenance de la zone du lac Tchad. Parallèlement, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger se caractérise par un climat d'insécurité dû à la présence de groupes armés, la criminalité et la montée des tensions entre les communautés.²¹ L'instauration de l'état d'urgence dans certains départements de ces trois régions contribue à détériorer la situation socio-économique des populations. La région de Maradi est aussi affectée par une crise de déplacements importante, déclenchée par l'arrivée de plus de 35 000 réfugiés nigériens entre mai et juillet 2019.²² En parallèle de l'afflux continu de réfugiés depuis cette date, la situation des populations civiles nigériennes s'est rapidement détériorée du fait d'une augmentation notable du nombre d'attaques perpétrées par les GANE présents dans la zone.²³ **Au total, le Niger compte ainsi 257 000 personnes déplacées internes (PDI) et 229 500 réfugiés en novembre 2020.⁴**

Le Niger est par ailleurs touché par la pandémie de COVID-19 et comptabilise 4 134 cas confirmés et 151 décès²⁴ depuis l'enregistrement du premier cas sur le territoire le 20 mars 2020. **Outre l'impact sanitaire direct de la crise, lié aux capacités limitées des services de santé dans le pays, les mesures de lutte contre la propagation de la pandémie ont eu un effet durable sur la santé économique des populations nigériennes.** La fermeture des frontières internationales a perturbé les flux commerciaux régionaux et s'est traduite par une hausse notable des prix des denrées alimentaires sur les marchés domestiques.²⁵ Parallèlement, la limitation des mouvements internes a entravé les activités de subsistance ordinaires des ménages⁶ et notamment les migrations économiques saisonnières, source importante de revenus pour une partie de la population.

La coordination humanitaire fait face à des défis importants pour répondre à ces crises multidimensionnelles et fournir une assistance aux populations les plus vulnérables. Au niveau stratégique, les efforts de planification sont limités par des lacunes d'informations multisectorielles fiables et comparables au niveau national. **En 2020, REACH, sous l'égide de l'Inter-Cluster Coordination Group (ICCG), a mis en place une évaluation**

¹⁸ Le taux de couverture sanitaire s'élève par exemple à 48% sur l'ensemble du pays, selon les derniers chiffres officiels datant de 2015. République du Niger, Ministère de la santé publique, *Annuaire des statistiques sanitaires du Niger*, année 2016.

¹⁹ Institut national de statistiques (INS), Enquête nationale de nutrition selon la méthodologie SMART, données collectées entre le 03 septembre et le 12 octobre 2020.

²⁰ Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), *Situation alimentaire et nutritionnelle*, mars 2020.

²¹ Crisis Group, *Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique*, juin 2018.

²² REACH, *Aperçu de la situation et des besoins humanitaires dans les villages d'accueil*, août 2019.

²³ Cluster Protection, flash info du 05/06/2020, 15/05/2020, 12/05/2020, 09/03/2020, 30/12/2019 (et ali.).

²⁴ République du Niger, Communiqué du ministère de la santé publique, 25 janvier 2020.

²⁵ Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET), *Mise à jour sur la sécurité alimentaire au Niger*, août 2020.

multisectorielle des besoins (MSNA) au Niger sur tout le territoire du Niger afin de favoriser une compréhension holistique des crises affectant le pays. Cette évaluation a permis de collecter des données statistiquement représentatives concernant la nature et la sévérité des besoins des populations non déplacées, PDI, réfugiées et retournées dans les huit régions du Niger et ainsi d’informer les processus de planification associés au cycle de programmation humanitaire 2021. Cette étude a été rendue possible grâce aux financements de l’*Office of U.S. Foreign Disaster Assistance (OFDA)* et de l’Organisation internationale pour les migrations (OIM) ainsi qu’au soutien logistique de 19 partenaires opérationnels.²⁶ Afin d’assurer la pertinence de l’étude et sa complémentarité vis-à-vis des mécanismes d’évaluation existants, la méthodologie de recherche, les outils et l’analyse ont été réalisés en concertation avec les clusters sectoriels et les partenaires techniques internationaux et gouvernementaux.

Afin de présenter les résultats principaux concernant l’étendue, l’ampleur et la nature des besoins multisectoriels des ménages au Niger, ce rapport est structuré en cinq sections, précédées d’une présentation détaillée de la méthodologie. La première section fournit un aperçu des besoins multisectoriels au niveau national, en termes d’ampleur et de sévérité. La seconde section s’intéresse aux déterminants des besoins multisectoriels des ménages, en termes de secteurs d’intervention. La troisième section s’attache ensuite à montrer le lien entre des vulnérabilités préexistantes propres à certains ménages et la nature et la sévérité de leurs besoins multisectoriels. La quatrième section propose de mettre en lumière le lien entre les besoins multisectoriels des ménages et le recours à des stratégies d’adaptation négatives et non viables, qui pourraient contribuer à exacerber la vulnérabilité des ménages face aux chocs ou à la persistance de certaines lacunes en termes d’accès aux ressources sur le long-terme. Ce rapport propose finalement une analyse approfondie des besoins multisectoriels propres à trois sous-groupes, identifiés à partir des résultats principaux évoqués ci-avant. Les groupes mis en exergue dans le cadre de cette analyse sont les ménages résidant dans les départements frontaliers du Mali et du Burkina Faso à Tillabéri, les ménages réfugiés à Tahoua et les populations non déplacées dans la région de Zinder.

²⁶ Les organisations suivantes ont apporté leur soutien opérationnel lors de la collecte de données : Arbeiter Samariter Bun (ASB), Action contre la faim (ACF), ACTED, Adkoul, CARE, Centre Incubateur des PME au Niger (CIPMEN), Concern worldwide, Cooperazione Internazionale (COOPI), Catholic Relief Services (CRS), Danish Refugee Council (DRC), Direction régionale de l’état-civil (DREC) Agadez, Groupe de Recherches et d’Echanges Technologiques (GRET), International Rescue Committee (IRC), Karkara, Médecins du monde, Pathfinder International, Save the Children, United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), United Nations Children’s Fund (UNICEF).

METHODOLOGIE

1. Objectifs spécifiques et questions de recherche

La MSNA a été conçue afin de contribuer à informer le cycle de programmation humanitaire 2021, et notamment l'aperçu des besoins humanitaires (HNO) au Niger, à travers une analyse de la nature et de la sévérité des besoins multisectoriels des populations non-déplacées et déplacées dans toutes les régions du Niger. Afin de mener à bien cet objectif, la MSNA a été structurée autour des questions de recherche suivantes :

1. **Quels sont les besoins sectoriels et multisectoriels des ménages au Niger, identifiés en fonction des zones géographiques et des groupes de population ?**
2. **Dans quelle mesure certaines caractéristiques des ménages contribuent-elles à exacerber leur vulnérabilité en termes d'accès aux ressources, ou aux services de base ?**

Afin de répondre à ces questions de recherche, les indicateurs collectés ont été choisis de façon à obtenir des informations sur les besoins multisectoriels des ménages en sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement (EHA), santé et nutrition, abris et biens non alimentaires (ABNA), éducation, protection et moyens de communication. Les indicateurs ont été déterminés en fonction des systèmes de collectes de données existants au Niger afin d'assurer la complémentarité des différents processus d'évaluation, notamment en nutrition et sécurité alimentaire. Pour le secteur de la nutrition, les indicateurs retenus visaient à compléter les données collectées dans le cadre de l'enquête SMART¹⁹ en se focalisant sur l'accès aux services de prévention, dépistage et prise en charge. En sécurité alimentaire, les indicateurs retenus ont été alignés avec les indicateurs du Cadre Harmonisé (CH) pour faciliter l'utilisation des données de la MSNA dans le processus du CH.²⁰

Ces indicateurs sur les besoins multisectoriels ont été suppléés par des indicateurs transversaux permettant d'acquérir une vision holistique de la situation des ménages. L'outil de collecte a permis d'obtenir des données sur les caractéristiques spécifiques du ménage, notamment la composition démographique, le profil de déplacement ou encore la présence de personnes à besoins spécifiques. Finalement, la thématique de la redevabilité envers les populations affectées a été prise en compte dans le cadre de cette évaluation, à travers la collecte d'indicateurs concernant l'accès à l'assistance humanitaire ainsi que les priorités et préférences identifiées par les ménages.

2. Périmètre de l'évaluation

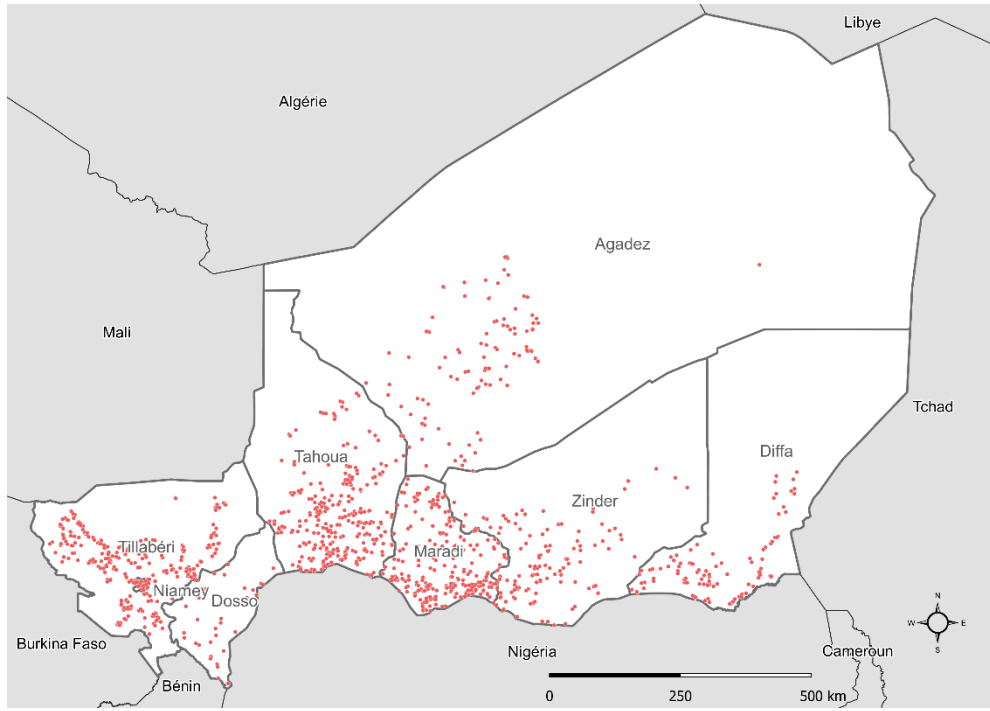
Couverture géographique

Afin de répondre au mieux aux impératifs de planification humanitaire, qui tiennent compte des besoins des populations affectées par des crises d'ordre structurel au niveau national, la MSNA a couvert l'ensemble du territoire nigérien. L'évaluation a ainsi permis d'obtenir des données généralisables par groupe de population dans les huit régions du Niger. Dans les régions de Diffa, Maradi, Tillabéri et Tahoua, identifiées comme en situation d'urgence par la coordination humanitaire, la collecte de données a aussi permis d'obtenir des résultats généralisables au niveau du département.

En raison d'un contexte sécuritaire particulièrement volatile, certaines zones ont été exclues de l'échantillonnage en amont de la collecte. Ces contraintes d'accès concernaient principalement la bande frontalière avec le Mali et le Burkina Faso dans les régions de Tillabéri et Tahoua, les îles du lac Tchad et la bande frontalière avec le Nigeria

dans le département de Bosso (région de Diffa), et une partie de la commune de Tibiri dans la région de Dosso.²⁷ Outre ces zones pré-identifiées, les contraintes d'accès liées aux inondations et à l'insécurité n'ont pas permis d'obtenir des données représentatives dans quatre départements : les départements de Bosso et N'Gourti à Diffa et les départements de Banibangou et Bankilaré à Tillabéri.

Carte 1 : localités évaluées dans le cadre de la MSNA



Population ciblée

L'évaluation a ciblé quatre groupes de population prioritaires définis en fonction de leur statut de déplacement : les populations non déplacées, PDI, réfugiées et retournées. La définition et la répartition de ces groupes sur le territoire nigérien ont été déterminées à partir des données disponibles et des consultations avec les mécanismes d'évaluation existants (notamment les clusters sectoriels, la *Displacement Tracking Matrix* (DTM), le mécanisme de réponse rapide (RRM) et le monitoring de protection). Elles ont ensuite été soumises à la validation de l'ICCG.

Tableau 1 : définition et localisation des groupes de populations ciblées dans le cadre de la MSNA

Groupe	Définition	Présence par région							
		Agadez	Dosso	Diffa	Maradi	Niamey	Tillabéri	Tahoua	Zinder
Population non déplacée	Ressortissant.es nigérien.es n'ayant pas eu à se déplacer sous la contrainte. Les populations nomades sont considérées comme "non déplacées".								
Population déplacée interne	Ressortissant.es nigérien.es ayant quitté leur localité d'origine sous la contrainte et résidant actuellement dans une localité d'accueil au Niger.								
Population réfugiée	Ressortissant.es nigérien.es ayant bénéficié d'un statut dans leur pays de déplacement avant de retourner dans leur pays d'origine.								
Population retournée	Ressortissant.es nigérien.es s'étant déplacé à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays avant de retourner dans leur région / département / commune / localité initiale.								

²⁷ Une carte présentant les zones considérées comme inaccessibles et exclues de l'échantillon est disponible en page 10 des [termes de références de la recherche](#).

En raison d'un manque de données concernant la localisation et taille de la population migrante présente sur le territoire nigérien, ce groupe de population n'a pas été ciblé par l'évaluation.

3. Stratégie d'échantillonnage

La collecte de données MSNA a été réalisée à partir d'une méthodologie d'échantillonnage permettant l'obtention de résultats statistiquement représentatifs pour chaque strate géographique et groupe de population inclus dans l'évaluation. Les informations ont été collectées au niveau des ménages²⁸ sélectionnés de manière aléatoire au sein de localités elles-mêmes aléatoirement sélectionnées grâce à un outil d'échantillonnage automatisé.

Dans les régions d'Agadez, Dosso, Niamey et Zinder, l'échantillon a été généré au niveau régional en fonction des groupes de population présents. Dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri, un premier échantillon a été généré au niveau départemental, tous groupes de population confondus. Un échantillon complémentaire a été généré au niveau régional afin de garantir que suffisamment d'enquêtes seraient réalisées pour obtenir des résultats représentatifs par groupe de population au niveau régional.

Le nombre total d'enquêtes à réaliser a été calculé de sorte à obtenir des données représentatives avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur maximale de 10%. Pour des questions de faisabilité opérationnelle liées à la dissémination de la population dans un espace géographique vaste, l'échantillon a été généré en fonction d'une méthodologie d'échantillonnage en grappe, avec une taille de grappe minimale fixée à quatre enquêtes par localité. Cette méthodologie n'était toutefois pas pertinente pour la collecte de données auprès des ménages de la région de Niamey et des ménages réfugiés de la région d'Agadez car l'essentiel du groupe de population ciblé était concentré dans un espace géographique restreint. Une méthodologie d'échantillonnage aléatoire stratifié à deux niveaux a été retenue dans ces cas de figure.

4. Collecte de données

L'essentiel de la collecte de données primaires, qui consistait en des entretiens structurés auprès de chefs de ménage, s'est déroulé entre le 25 juin et le 8 août 2020 et un reliquat d'environ 120 enquêtes a été réalisé au mois de septembre auprès des PDI à Tillabéri et des réfugiés à Diffa. Au total, 7 133 entretiens ont été menés dans 1 308 localités. REACH a reçu le soutien logistique de 19 partenaires opérationnels répartis sur l'ensemble du territoire pour l'implémentation de la collecte de données.²⁶ La collecte de données a permis d'obtenir des résultats représentatifs avec un niveau de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5% maximum dans toutes les régions sauf Dosso où la marge d'erreur s'élève à 10%.²⁹

A la suite d'une phase pilote réalisée pendant deux jours au niveau de Niamey, les équipes d'enquêteurs ont reçu une formation de trois jours portant sur les aspects techniques de l'évaluation et sur les enjeux de protection transversale liés à la collecte de données. La formation a inclus des sessions sur la définition et la traduction des termes clés de l'outil en fonction des dialectes pertinents dans la zone de collecte, l'utilisation des *smartphones* et de la plateforme KoboCollect, la sélection aléatoire systématique des ménages sur le terrain et les règles de comportement fondamentales. La formation incluait aussi des modules spécifiques sur la politique de protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA) et la politique de protection de l'enfance.³⁰ Les enquêteurs étaient supervisés par des chargés de terrain, basés au niveau des chefs-lieux des régions. Les chargés de terrain assuraient un contrôle quotidien de la qualité des données en collaboration étroite avec les chargés d'évaluation et de base de données et les équipes d'enquêteurs. Ce contrôle a été suppléé par une revue approfondie de la

²⁸ Dans le contexte nigérien, le ménage comprend toutes les personnes qui vivent sous un même toit et sont soumises aux décisions finales d'un chef de ménage, femme ou homme, enfant ou adulte. Cette définition implique les familles monogames, polygames ou célibataires et comprend aussi les ménages qui ne sont constitués que d'une seule personne.

²⁹ Pour obtenir des informations complémentaires sur le niveau de confiance pour tous les sous-groupes considérés dans le cadre de cette évaluation, se référer à l'annexe 4.

³⁰ Pour obtenir des informations complémentaires sur les mesures mise en place concernant la PSEA et la protection de l'enfance, se référer à l'annexe 6.

base de données au terme de la collecte par les chargés d'évaluation. La base de données nettoyée a finalement été soumise à un processus de validation au niveau du siège d'IMPACT Initiatives.³¹

Plusieurs mesures ont été mises en place afin de veiller à la protection des données conformément aux *Procédures standard d'opération pour la gestion des données personnellement identifiables d'IMPACT Initiatives*. Ces mesures incluaient notamment la signature d'un accord de confidentialité par chaque enquêteur et superviseur ainsi que la désignation d'un point focal ayant un accès exclusif aux données brutes et chargé de supprimer les données personnellement identifiables collectées (données de géolocalisation) avant partage de la base de données en interne.

Après consultation des partenaires et sur la base de la *Politique de lutte contre la COVID-19 d'IMPACT Initiatives*, des mesures de prévention ont été mises en place pour minimiser les risques de propagation du virus dans le cadre des entretiens. Une formation spécifique dédiée au respect des gestes barrières et des mesures d'hygiène fondamentales a été administrée aux enquêteurs en amont de la collecte et chacun a été muni d'un masque lavable et d'une bouteille de gel hydro-alcoolique. Le chef d'équipe était chargé de veiller au respect des mesures de prévention sur le terrain.

5. Analyse

L'analyse présentée dans ce rapport est fondée sur une méthodologie développée par REACH au niveau global dans le but d'analyser l'ampleur et la sévérité des besoins des ménages et de capter la dimension intersectorielle de ces besoins. Cette analyse vise à identifier les ménages ayant des besoins non-satisfaits par secteur (manque en termes de niveau de vie ou LSG), un manque de capacité (CG) lié au recours à des stratégies d'adaptation négatives et non durables afin de satisfaire les besoins de base et/ou des vulnérabilités préexistantes.³² Elle permet ensuite de calculer la proportion de ménages considérés comme ayant des besoins multisectoriels par zone et par groupe.

Le score LSG pour un secteur donné est calculé en agrégeant les indicateurs de besoins non satisfaits retenus pour ce secteur. L'agrégation de ces indicateurs permet d'obtenir un score de privation, situé entre 0 et 100 et qui permet de catégoriser le ménage selon une échelle de sévérité.³³ Certains indicateurs considérés comme critiques ou très critiques sont directement associés à un score de sévérité de 3, 4 ou 4+. Par exemple, un score très grave (supérieur à 4) sur l'échelle de la faim au niveau des ménages se traduit par l'attribution automatique d'un score de sévérité de 4+ en sécurité alimentaire pour le ménage concerné - quel que soit, par ailleurs, le score de privation de ce ménage. Le MSNI est une mesure de la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage (exprimée sur une échelle de 1 à 4+) basée sur le score de sévérité LSG le plus haut pour un secteur donné et identifié au sein de chaque ménage.³⁴ Le MSNI appréhende les besoins multisectoriels dans une perspective globale. Le score MSNI final sera le même que le ménage ait un LSG très sévère dans un seul secteur en particulier ou plusieurs LSG concomitants dans différents secteurs. Si cette méthode est pertinente du point de vue de la planification de la réponse humanitaire au niveau global, des analyses supplémentaires se doivent d'être conduites pour comprendre les différences de sévérité entre les différents ménages.

L'échelle de sévérité à partir de laquelle les différents scores ont été élaborés s'inspire du projet de Cadre d'analyse intersectorielle conjointe (JIAF), un cadre analytique en cours d'élaboration au niveau global visant à mieux

³¹ Pour plus d'information sur les mesures de contrôle de qualité des données, se référer au *Protocole de nettoyage des données*, disponible en annexe 3 des [termes de références de la recherche](#).

³² Les vulnérabilités préexistantes renvoient aux conditions ou processus sous-jacents qui influencent le degré du choc et qui influent sur l'exposition, la vulnérabilité ou la capacité des ménages, ce qui pourrait par la suite exacerber l'impact d'une crise sur les personnes touchées par les vulnérabilités.

³³ Pour obtenir des informations complémentaires sur les indicateurs sélectionnés et leur méthodologie d'agrégation, se référer à l'annexe 3.

³⁴ Le présent rapport s'intéresse essentiellement aux résultats intersectoriels, à travers une interprétation du score MSNI, de ses principaux déterminants et facteurs sous-jacents. Des fiches d'information fournissent des informations supplémentaires sur les LSG par secteur au [niveau national](#) et pour les régions de [Diffa](#), [Maradi](#), [Tahoua](#) et [Tillabéri](#).

comprendre les besoins des populations affectées. Il mesure une détérioration progressive de la situation d'un ménage, vers le pire résultat humanitaire possible.

L'annexe 2 fournit des détails additionnels sur la méthodologie d'analyse employée dans le cadre de ce rapport et notamment sur l'échelle de sévérité développée dans le cadre du JIAF.

6. Données secondaires

En amont de la collecte de données, une cartographie des mécanismes d'évaluation et de gestion de l'information existants au Niger a été effectuée de sorte à identifier l'essentiel des données secondaires disponibles concernant le contexte de crise, les besoins et les vulnérabilités des populations au Niger. Ce travail a notamment permis d'identifier le CH, l'enquête SMART, la DTM, le RRM et le suivi de protection ; autant de mécanismes d'évaluation ou d'analyse fiables à prendre en compte lors de la MSNA. De même le travail d'analyse effectué par des organismes spécialisés tels que *Famine Early Warning Systems Network* (FEWS NET) et les évaluations et revues de données ad-hoc réalisées par différents partenaires humanitaires ont été recensées en amont de la collecte. Ces sources d'information ont été consultées à travers tout le cycle de recherche afin d'assurer la pertinence des indicateurs choisis dans le cadre de la collecte de données primaires et de trianguler les résultats obtenus lors de la phase d'analyse.

7. Considérations éthiques

Dans le respect du principe *Do No Harm* (ne pas nuire), les missions sur le terrain ont été planifiées en collaboration étroite avec les autorités locales à différents niveaux (autorités régionales, préfectorales et communales, chefs de villages, services techniques gouvernementaux). Les résultats obtenus dans le cadre de l'évaluation ont été partagés aux autorités nationales dans le cadre d'une présentation réalisée auprès de la Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce.

Les enquêteurs ont été amenés à présenter l'objectif de l'évaluation et à obtenir le consentement éclairé du répondant avant de poursuivre l'entretien. Les enquêteurs étaient par ailleurs habilités à mener des entretiens avec des femmes ainsi qu'avec des mineurs de 16 ans ou plus dans le cas où ces derniers étaient chefs de ménage. Pour faciliter la tenue d'entretiens avec des femmes, la composition des équipes d'enquêteurs était aussi paritaire que possible. Comme mentionné plus haut, une attention particulière a par ailleurs été accordée aux enjeux de protection transversaux lors de la formation des enquêteurs, et notamment à la PSEA et à la protection de l'enfance. Ces modules de formation ont été complétés par la mise en place de différentes mesures et protocoles visant à garantir la protection des personnes enquêtées et des enquêteurs sur le terrain. Une liste des protocoles et documents utilisés dans ce cadre est disponible en annexe 6 du présent rapport.

8. Difficultés et limites

Certaines limites liées à des difficultés opérationnelles ou inhérentes à la méthodologie d'enquête doivent être prises en compte lors de la lecture de ce rapport :

- Les résultats de l'évaluation sont tributaires de la période de collecte de données, qui a globalement coïncidé avec la saison des pluies. L'interprétation des résultats doit notamment prendre en compte le fait que la collecte de données a eu lieu en amont des inondations dans certaines régions (Agadez, Maradi, Niamey) et en parallèle des inondations dans d'autres (Dosso, Tahoua, Tillabéri et Zinder). Pour ces dernières, l'impact des inondations n'a pu qu'être partiellement capté par les données en raison de la période de rappel prise en compte pour certains indicateurs.
- L'exclusion de certaines zones en amont de l'échantillonnage peut constituer un biais car les données ne reflètent pas les potentiels besoins spécifiques des populations résidant dans ces zones considérées comme inaccessibles.²⁷

- En septembre, 68 enquêtes supplémentaires ont été réalisées à Tillabéri afin d'obtenir suffisamment de données pour les ménages déplacés internes. L'échantillonnage aléatoire a été réalisé à partir d'une sélection de cinq sites accessibles pour la collecte de données et les résultats pour ce groupe de population doivent être considérés comme indicatifs.
- Etant donné la diversité des langues qui coexistent au Niger, l'outil de collecte de données a été construit et déployé en français. Au niveau de chaque région, les équipes de terrain ont été amenées à traduire les mots clés dans les dialectes pertinents pendant les sessions de formation. Des biais de traduction ont cependant pu subsister lors de l'administration du questionnaire.
- Les données ayant été collectées au niveau du ménage, les données au niveau individuel ont été rapportées au travers d'un intermédiaire pour le ménage en entier plutôt que par les individus concernés. Les résultats pourraient donc ne pas refléter les expériences de tous les membres du ménage et être influencés par les biais de perception propres à l'intermédiaire ayant répondu aux questions.
- Certains phénomènes, expériences ou conditions ont pu être sous-rapportés en raison de facteurs culturels ou contextuels. Les données concernant les incidents de protection apparaissent, par exemple, comme particulièrement sensibles dans les régions affectées par l'insécurité, en particulier les régions de Tahoua et Tillabéri. Cela peut contribuer à expliquer que les résultats de l'analyse des LSG en protection ne reflètent que partiellement la carte de l'insécurité au Niger.
- Les protocoles mis en place afin de garantir le respect des principes de protection de l'enfance ont pu constituer des contraintes pour les enquêteurs déployés sur le terrain, ce qui explique que les ménages dirigés par des mineurs soient sous-représentés dans les données. De plus, les enquêteurs n'étaient pas habilités à interroger des mineurs de moins de 16 ans ce qui signifie que les ménages dirigés par des mineurs de moins de 16 ans n'étaient pas ciblés par l'évaluation.
- Les résultats faisant référence à un sous-ensemble de la population totale peuvent avoir une marge d'erreur plus grande, ce qui peut induire un niveau de confiance plus bas par rapport aux niveaux présentés dans l'annexe 4.²⁹

RESULTATS

1. Aperçu des besoins multisectoriels

Au niveau national, **97% des ménages ont été identifiés comme ayant des besoins multisectoriels** dont 21% avec des besoins multisectoriels sévères, 67% avec des besoins multisectoriels extrêmes et 9% avec des besoins multisectoriels très extrêmes.³⁵

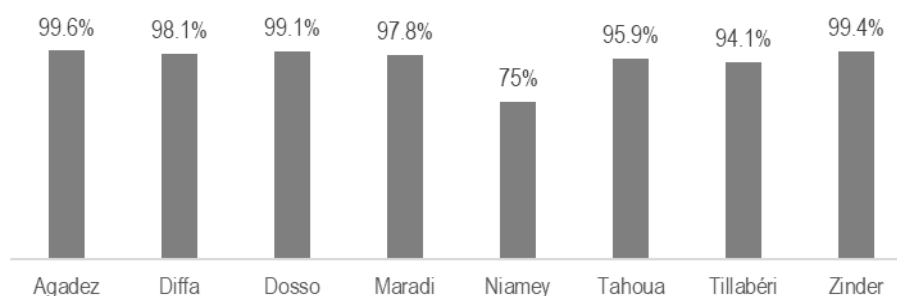
Figure 1 : % de ménages par score de sévérité du MSNI



1.1 Répartition des besoins multisectoriels par région

L'évaluation a montré que **les proportions de ménages ayant des besoins multisectoriels sont réparties de façon homogène sur l'ensemble du territoire. La proportion de ménages ayant des besoins multisectoriels se situe entre 94% et 99,5% dans toutes les régions**, à l'exception de Niamey où la proportion de ménages ayant des besoins multisectoriels est plus basse que dans le reste du pays, quoique globalement élevée (75%).

Figure 2 : % de ménages avec des besoins multisectoriels par région

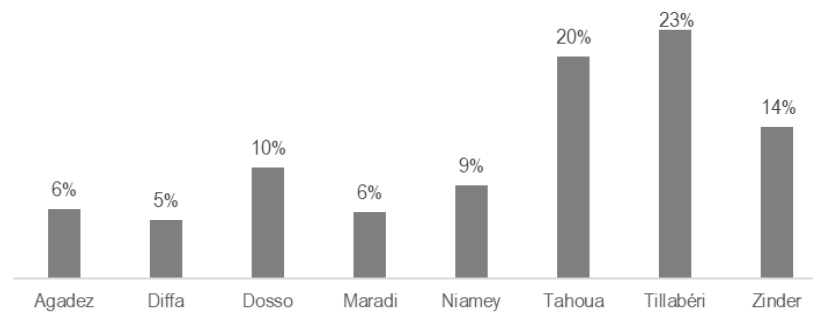


Présentant les plus hautes proportions de ménages ayant des besoins multisectoriels, les régions d'Agadez, Dosso et Zinder ne sont pas considérées comme des zones d'état d'urgence,⁵ suggérant l'impact des problématiques structurelles indépendantes des chocs sécuritaires dans la détermination des besoins au Niger.

Tandis que les proportions de ménages ayant des besoins multisectoriels sont relativement similaires entre les régions, **les besoins les plus sévères semblent particulièrement concentrés dans les régions de Tahoua (20% de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes) et de Tillabéri (23%). Dans ces régions, l'insécurité et les mesures d'état d'urgence contribuent à limiter les mouvements des acteurs humanitaires ce qui souligne l'impact déterminant des enjeux d'accès à l'aide humanitaire sur le degré de sévérité des besoins.** Il apparaît intéressant de noter que les régions de Dosso et Zinder, qui ne sont pas des régions prioritaires de la réponse, concentrent aussi une haute proportion de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes.

³⁵ L'évaluation ne fournit pas d'estimations du nombre total de personnes associé aux proportions présentées dans ce rapport – de telles estimations sortiraient en effet du périmètre de la MSNA et pourraient conduire à une mauvaise interprétation des résultats, en raison de la disponibilité partielle de données concernant les chiffres de population et du caractère dynamique de la crise. Il importe toutefois de noter que la densité de population varie significativement entre les régions du Niger. En fonction de la densité de population par région, le pourcentage le plus élevé ne correspond pas automatiquement au plus grand nombre de ménages.

Figure 3 : % de ménages avec un score de sévérité MSNI de 4+ par région



Zoom sur les besoins des ménages en milieu rural et en milieu urbain

Une comparaison de l'ampleur des besoins multisectoriels des ménages résidant en milieu urbain et en milieu rural révèle des difficultés accrues pour ces derniers à subvenir à leurs besoins de base. **Quatre-vingt-dix-huit pour cent (98%) des ménages résidant en milieu rural ont en effet des besoins multisectoriels contre 87% des ménages en milieu urbain.** Les besoins des ménages en milieu rural apparaissent aussi plus sévères puisque **10% des ménages en milieu rural ont des besoins multisectoriels très extrêmes contre 5% des ménages en milieu urbain.**

A l'exception de la protection, des proportions plus élevées de ménages ayant des LSG sectoriels ont été identifiées dans tous les secteurs d'intervention en milieu rural. Tandis qu'un tiers des ménages en milieu urbain ont un LSG ou n'en ont pas, 87% des ménages résidant en milieu urbain ont entre 2 et 6 LSG simultanément, suggérant l'existence de barrières multidimensionnelles d'accès aux services, infrastructures et ressources. Une différence particulièrement significative est à noter dans le secteur de l'EHA : **92% des ménages résidant en milieu rural ont un LSG en EHA contre 52% des ménages résidant en milieu urbain.**

1.2 Répartition des besoins multisectoriels par groupe de population

L'homogénéité relevée en termes d'ampleur des besoins multisectoriels se reflète aussi dans l'analyse du score de sévérité du MSNI par groupes de population puisque **97% des ménages non déplacés, réfugiés et retournés ont des besoins multisectoriels et 99% des ménages PDI.** L'intensité des besoins varie toutefois entre les groupes : au niveau national, une proportion plus importante de ménages non déplacés a été identifiée comme ayant des besoins multisectoriels extrêmes tandis que des proportions plus importantes de ménages déplacés internes et réfugiés ont été identifiés comme ayant des besoins multisectoriels sévères ou très extrêmes.

Tableau 2 : % de ménages par score de sévérité MSNI, par groupe de population

	1	2	3	4	4+
Non déplacés	1%	2%	21%	67%	9%
PDI	0%	1%	48%	37%	14%
Réfugiés	0%	2%	57%	27%	13%
Retournés	2%	1%	62%	31%	4%

La proportion importante de ménages déplacés ayant des besoins multisectoriels sévères, en comparaison avec la proportion de ménages non déplacés qui ont des besoins multisectoriels extrêmes, peut être expliquée par l'accès à l'assistance humanitaire, qui comble ou masque une partie de la sévérité des besoins des populations déplacées. En effet, 53% des ménages réfugiés et 42% des ménages déplacés internes ont rapporté avoir reçu de l'assistance humanitaire au cours des 30 jours précédant la collecte de données contre 20% des ménages non déplacés.

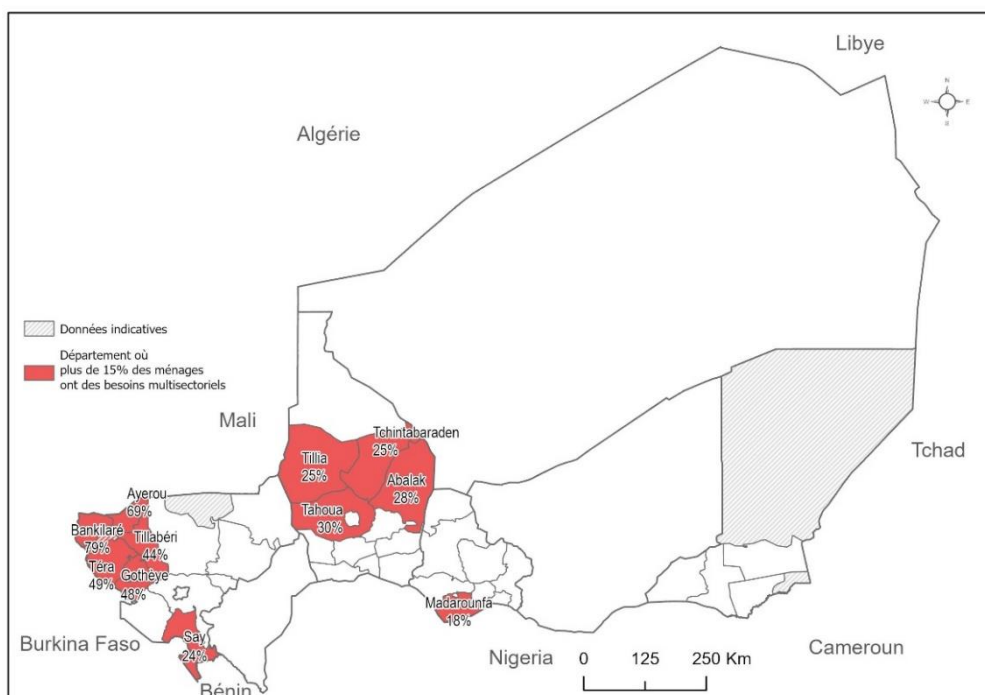
L'accès à l'assistance humanitaire n'est toutefois pas garanti pour l'ensemble des populations vulnérables face aux chocs, ce qui explique les proportions importantes de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes notamment dans les zones difficilement accessibles pour la communauté humanitaire telles que dans les régions de Tillabéri et Tahoua.

La présence prolongée des acteurs humanitaires dans la région de Diffa, où se trouve l'entièreté de la population retournée ciblée par l'évaluation, peut contribuer à expliquer le fait qu'une proportion comparativement moindre de ménages retournés aient des besoins multisectoriels extrêmes ou très extrêmes.³⁶

1.3 Identification de poches de besoins au niveau régional et départemental

Les tendances observées lors de l'analyse des besoins multisectoriels par région et par groupe se conjuguent pour expliquer l'existence de poches de besoins particulièrement sévères au Niger. **Les proportions les plus hautes de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes sont ainsi observées parmi les ménages réfugiés (44%), PDI (30%) et non déplacés (20%) dans la région de Tahoua et parmi les ménages non déplacés (23%) et PDI (20%) dans la région de Tillabéri.** Au niveau départemental, les plus fortes concentrations de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes se trouvent dans les **départements de Bankilaré³⁷ (79%), Ayérou (69%), Téra (49%), Gotheye (48%) et Tillabéri (44%),** situés dans la zone des 3 Frontières et particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire selon les projections réalisées par le Cadre Harmonisé pour la période de collecte de données.³⁸

Carte 2 : départements dans lesquels plus de 15% des ménages avaient des besoins multisectoriels très extrêmes dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Maradi³⁹



³⁶ Il importe aussi de noter qu'en raison du contexte sécuritaire, deux départements de Diffa n'ont été que partiellement couverts lors de la collecte de données. Ce constat incite à renforcer le système de collecte de données dans les zones difficiles d'accès dans la région de Diffa, pour assurer une meilleure prise en compte de l'ampleur et de la sévérité des besoins des ménages qui y résident.

³⁷ Les résultats obtenus pour le département de Bankilaré doivent être considérés comme indicatifs, le niveau de confiance étant inférieur à 95/10.

³⁸ FEWS NET, *Insécurité alimentaire davantage préoccupante avec la soudure dans un contexte de COVID-19 et d'insécurité*, juillet 2020.

³⁹ La couverture de l'évaluation n'a pas permis d'obtenir des résultats statistiquement représentatifs au niveau départemental dans les régions d'Agadez, Dosso, Niamey et Zinder. L'analyse des besoins multisectoriels et manque de capacité des ménages au niveau départemental est dès lors circonscrite aux régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri.

Dix-neuf pour cent (19%) des ménages réfugiés dans la région de Maradi et 18% des ménages réfugiés dans la région d'Agadez ont par ailleurs des besoins multisectoriels très extrêmes, une proportion significativement plus élevée que les autres groupes de population présents dans ces régions.⁴⁰ Cet écart invite à porter une attention particulière aux enjeux spécifiques affectant les ménages réfugiés dans ces zones.

2. Déterminants des besoins

2.1 Déterminants et profils de besoins les plus communs au Niger

Selon les résultats de l'évaluation, **la majorité des ménages au Niger ont des LSG dans deux ou trois secteurs simultanément (63% des ménages). Les ménages déplacés semblent particulièrement concernés par la cooccurrence de besoins dans plusieurs secteurs puisque plus de 30% des ménages PDI et réfugiés ont des LSG dans au moins quatre secteurs**, contre moins de 20% des ménages non déplacés.

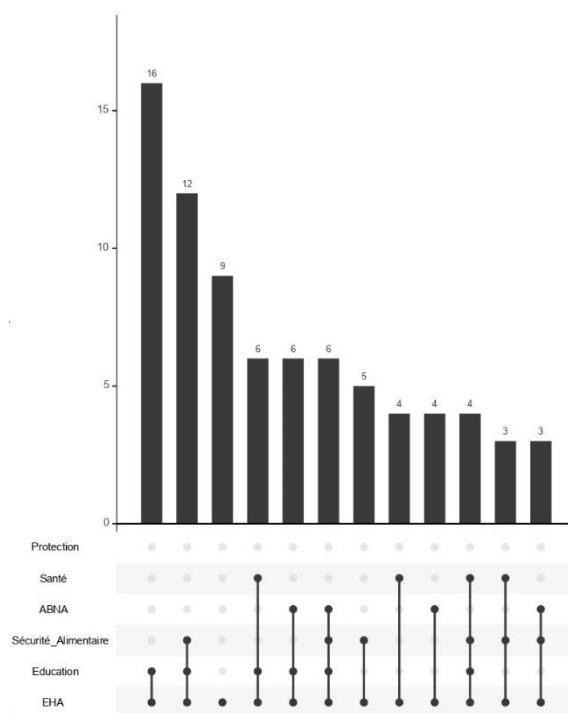
Tableau 3 : % de ménages par nombre de LSG sectoriels, par groupe de population

	Nombre de LSG sectoriels						
	0	1	2	3	4	5	6
Non déplacés	3%	13%	31%	34%	15%	4%	0%
PDI	1%	7%	23%	37%	27%	4%	0%
Réfugiés	3%	16%	25%	27%	23%	6%	1%
Retournés	3%	10%	28%	37%	16%	6%	0%

Les LSG en EHA et éducation semblent être les principaux déterminants des besoins multisectoriels des ménages au niveau national (respectivement 91% et 65% des ménages ayant des besoins multisectoriels), suivi par la sécurité alimentaire (42%).¹³ Comme illustré dans le graphique ci-dessous, la présence simultanée de besoins dans ces deux secteurs concerne 16% des ménages ayant des besoins multisectoriels, et s'associe fréquemment à des besoins dans le secteur de la sécurité alimentaire (12% des ménages), de la santé (6%) ou des ABNA (6%).

⁴⁰ Les proportions totales de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes dans les régions d'Agadez et Maradi s'élèvent à 6%.

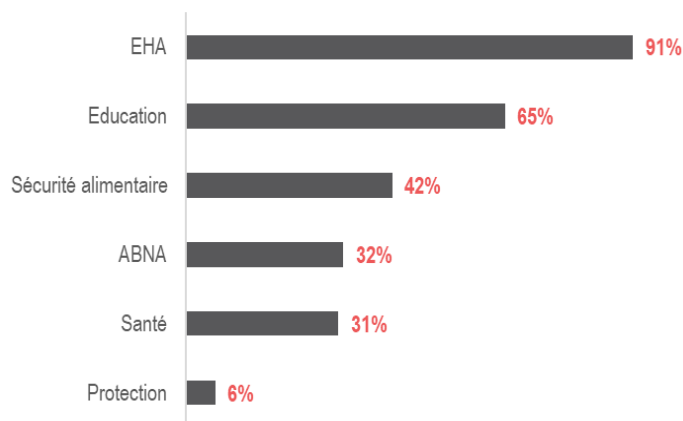
Figure 4 : combinaisons les plus communes d'un ou plusieurs LSG parmi les ménages ayant des besoins multisectoriels



2.2 Déterminants et profils de besoins les plus communs des ménages non déplacés

Les résultats généraux semblent influencés par la situation des ménages non déplacés, majoritaires dans l'échantillon au niveau national.⁴¹ Quarante-vingt-onze pour cent (91%) des ménages non déplacés qui ont des besoins multisectoriels ont un LSG en EHA, et 65% un LSG en éducation. Les combinaisons les plus communes d'un ou plusieurs LSG sont aussi similaires aux résultats présentés en figure 4 pour les ménages non déplacés.⁴²

Figure 5 : parmi les ménages non déplacés avec des besoins multisectoriels, % des ménages avec un/des LSG sectoriel(s) :¹³



Principaux déterminants des besoins, les LSG en EHA et en éducation soulignent l'existence de barrières structurelles, d'ordre physique, financier ou même socio-culturel, au niveau national, limitant la capacité des ménages à répondre à leurs besoins de base dans ces secteurs.⁴³ Les ménages non déplacés ont rapporté ne pas

⁴¹ Les ménages non déplacés représentent 83% du total de l'échantillon.

⁴² Avec une variation de maximale de 1% entre les résultats obtenus au niveau national et les résultats obtenus au niveau des ménages non déplacés.

⁴³ INS, Tableau de bord social, 2018.

utiliser de latrines dans 77% des cas et utiliser des sources d'eau non améliorées comme principale source d'eau de boisson dans 60% des cas. Cette situation fait écho au faible taux d'accès à l'eau potable en milieu rural (46% de la population) relevé dans les statistiques nationales de 2017.⁴³ En éducation, la déscolarisation d'une partie des enfants en âge d'aller à l'école semble déterminante pour expliquer l'ampleur des LSG dans ce secteur. En effet, 68% des ménages non déplacés ayant des enfants en âge d'aller à l'école ont rapporté qu'au moins un enfant ne fréquente pas l'école régulièrement lors de la collecte de données. Les barrières d'accès à l'éducation les plus souvent citées par les ménages non déplacés sont liées à l'éloignement des infrastructures scolaires (17% des cas) et aux frais associés à la scolarité (13% des cas).⁴⁴

Lors de la collecte de données, **les ménages non déplacés ont fréquemment rapporté avoir des besoins prioritaires en EHA** ce qui fait écho aux proportions importantes de ménages ayant des LSG dans ce secteur. La proportion de ménages non déplacés ayant cité la nourriture comme besoin prioritaire apparaît particulièrement élevée (80%) par rapport à la proportion globale de ménages ayant un LSG en sécurité alimentaire (41%). De même, **51% de ménages non déplacés ont identifié l'accès à la santé parmi leurs besoins prioritaires alors qu'une proportion plus basse a un LSG dans ce secteur (30% des ménages)**. A l'inverse, seulement 24% des ménages non déplacés ont identifié l'accès à l'éducation parmi leurs trois besoins prioritaires malgré la prévalence des LSG en éducation pour les ménages ayant des besoins multisectoriels. Ces contradictions apparentes entre les besoins observés lors de l'évaluation et les besoins rapportés par les ménages pourraient être corrélées aux différents niveaux d'impact des besoins non satisfaits sur les individus, en fonction du secteur observé. En effet, l'impact direct des besoins en sécurité alimentaire ou en santé sur l'intégrité physique des personnes explique que les ménages soient plus enclins à répondre à ces besoins en priorité, au détriment d'autres secteurs, et notamment de l'éducation. Cela peut contribuer à expliquer que les besoins en santé et en sécurité alimentaire ne transparaissent pas autant dans l'analyse des besoins multisectoriels, bien que les ménages les identifient comme des priorités.

Zooms sur les résultats liés à la COVID-19

En 2020, la pandémie de COVID-19 semble avoir impacté les niveaux de besoins en éducation et en sécurité alimentaire au niveau national. Parmi les enfants déscolarisés, 9% des filles âgées de 6 à 12 ans et 14% des garçons dans la même tranche d'âge fréquentaient l'école jusqu'à la fermeture des établissements scolaires dans le cadre de la lutte contre la propagation de l'épidémie mais n'y sont pas retournés à la levée des mesures. D'autres études soulignent l'impact des limitations de mouvements internationaux ou domestiques sur l'accès aux revenus d'une partie de la population, notant des conséquences sur la sécurité alimentaire des ménages.^{6 73} La recrudescence du nombre de cas observée depuis novembre 2020 au Niger pourrait entraîner la mise en place de nouvelles mesures et accentuer cette tendance en 2021.

Les besoins importants en EHA et en santé relevés lors de la collecte de données suggèrent par ailleurs qu'une diffusion du virus au niveau communautaire à grande échelle pourrait impacter le bien-être des ménages et que des obstacles importants existent dans la mise en place d'une stratégie de réponse sanitaire globale. A titre d'exemple, au niveau national, 33% des ménages ont rapporté ne pas disposer de savon au sein de leur abri et 25% qu'ils n'avaient pas accès à une infrastructure de santé fonctionnelle à moins d'une heure de marche.

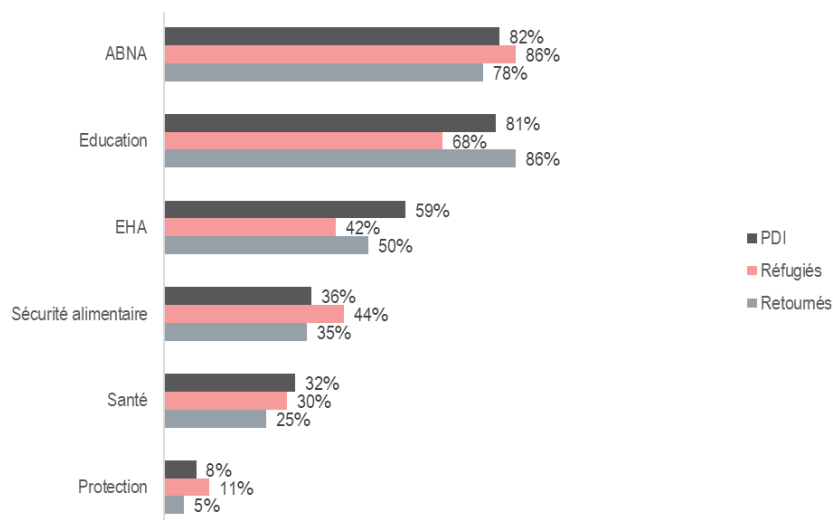
2.3 Déterminants et profils de besoins les plus communs des ménages déplacés

Les secteurs des ABNA et de l'éducation apparaissent comme les principaux déterminants des besoins multisectoriels des ménages PDI, réfugiés et retournés. La combinaison de LSG dans ces deux secteurs

⁴⁴ La question portant sur les barrières principales d'accès à l'éducation était une question à choix multiples dans le questionnaire. Le total des pourcentages peut donc être supérieur à 100%.

simultanément apparaît comme le profil de besoin le plus commun pour l'ensemble des ménages déplacés, se cumulant souvent avec des LSG dans d'autres secteurs d'intervention.⁴⁵

Figure 6 : parmi les ménages déplacés avec des besoins multisectoriels, % des ménages avec un/des LSG sectoriel(s) :¹³



Quatre-vingt-deux pour cent (82%) des ménages PDI, 86% des ménages réfugiés et 78% des ménages retournés ayant des besoins multisectoriels ont un LSG en ABNA. **Se démarquant par rapport aux profils de besoins identifiés pour les ménages non déplacés, cette prévalence des besoins en ABNA apparaît déterminée par un manque d'accès à des abris durables et résistants face aux intempéries.**⁴⁶ Dans la mesure où 77% des ménages déplacés (tous statuts confondus) ont rapporté être déplacés depuis un an ou plus lors de la collecte de données, cette tendance souligne l'importance d'intégrer des solutions durables en termes de logement dans la stratégie de réponse ciblant les populations déplacées.

Il est intéressant de noter que moins de 60% des ménages déplacés ayant des besoins multisectoriels ont un LSG en EHA. L'accès aux infrastructures et aux activités de sensibilisation concernant les attitudes et pratiques en EHA pourrait être facilité pour les ménages déplacés dans le cadre de la réponse humanitaire, en comparaison avec la situation des ménages non déplacés.

Les secteurs de besoins prioritaires les plus fréquemment identifiés par l'ensemble des ménages déplacés sont la sécurité alimentaire⁴⁷ et les abris et biens non alimentaires⁴⁸. Des divergences apparaissent entre les ménages PDI qui identifient le renforcement de la sécurité dans la zone comme troisième besoin prioritaire et les ménages réfugiés et retournés, citant plus fréquemment l'accès à des moyens de subsistance et à des activités génératrices de revenu parmi leurs trois besoins prioritaires. L'importance de la sécurité parmi les besoins prioritaires des PDI suggère que les zones d'accueil des ménages PDI, qui se déplacent majoritairement à proximité de leur localité d'origine,⁴⁹ ne sont pas nécessairement perçues comme des zones plus sécurisées par rapport aux zones de départ.

⁴⁵ Parmi les profils de besoins les plus communs identifiés pour les ménages déplacés ayant des besoins multisectoriels, on retrouve notamment : une combinaison de besoins en ABNA et éducation (12% des ménages PDI et réfugiés et 14% des ménages retournés), une combinaison de besoins en ABNA, éducation et EHA (12% des ménages PDI, 14% des ménages retournés et 7% des ménages réfugiés), une combinaison de besoins en ABNA, éducation, EHA et sécurité alimentaire (11% des ménages PDI, 9% des ménages réfugiés et 11% des ménages retournés).

⁴⁶ A titre d'exemple, 66% des ménages PDI, 64% des ménages réfugiés et 65% des ménages retournés ont rapporté que leur abri était endommagé au cours de la collecte de données.

⁴⁷ L'accès à la nourriture est cité parmi leurs trois besoins prioritaires par 95% des ménages retournés, 84% des ménages réfugiés et 89% des ménages PDI.

⁴⁸ L'accès aux abris et biens non alimentaires est cité parmi leurs trois besoins prioritaires par 58% des ménages réfugiés, 55% des ménages retournés et 51% des ménages PDI.

⁴⁹ 100% des ménages PDI à Maradi et Tillabéri, 96% des ménages PDI à Diffa et 87% des ménages déplacés à Tahoua ont rapporté être originaires de la région au sein de laquelle ils sont actuellement déplacés.

Zooms sur la redevabilité envers les populations affectées

Si seulement 11% des ménages ayant reçu de l'assistance au cours du mois précédant la collecte de données ont rapporté avoir rencontré des barrières d'accès à l'aide, plus d'un ménage sur 5 déclare ne pas être satisfait de l'aide reçue. Ce niveau d'insatisfaction peut être lié à la manière dont l'aide est apportée alors que 75% des ménages ont rapporté ne pas avoir été consultés sur le type d'assistance qu'ils souhaitaient recevoir en amont de la distribution.

Interrogés sur les modalités d'interventions préférées afin de répondre à leurs trois besoins prioritaires, les ménages sont apparus globalement plus favorables à une assistance monétaire dans le secteur des ABNA et à la provision directe de biens ou de services dans les secteurs de la santé, de l'EHA, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Plus de 80% des ménages ont rapporté avoir besoin d'information concernant l'accès à la nourriture en priorité, une proportion équivalente au pourcentage de ménages ayant cité la nourriture parmi leurs besoins prioritaires. Les pourvoyeurs d'information les plus communément cités par les ménages sont des intermédiaires communautaires : plus de la moitié des ménages ont rapporté qu'ils préfèrent recevoir l'information via les chefs de quartier ou les leaders communautaires. En comparaison, seulement 14% des ménages ont rapporté préférer recevoir de l'information par téléphone, ce qui souligne les difficultés d'accès aux réseaux de télécommunication rencontrées par une grande partie de la population. Un quart des ménages au niveau national, et 38% des ménages dirigés par des femmes, ont rapporté ne pas disposer de téléphone.

Une fiche d'information dédiée la redevabilité envers les populations affectées dans le cadre de la MSNA est disponible [ici](#).

3. Vulnérabilités préexistantes

Au niveau national, 18% des ménages ont été identifiés comme ayant un score de sévérité sévère ou extrême de vulnérabilité,¹⁴ la proportion étant globalement plus élevée pour les ménages PDI (29%), réfugiés (29%) et retournés (36%). En outre, 19% des ménages au niveau national ont été identifiés comme étant vulnérables et ayant des besoins multisectoriels.

La présence de vulnérabilité préexistantes influe sur la sévérité globale des besoins multisectoriels : **la proportion de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes apparaît globalement plus haute en fonction du profil des ménages, particulièrement dans le cas des ménages dirigés par des femmes et en l'absence de membre adulte alphabétisé.**

15%

Figure 7 : % de ménages avec des besoins multisectoriels très extrêmes pour les ménages... :



L'ampleur et la sévérité des besoins multisectoriels de ces ménages n'est pas systématiquement alimentée par les mêmes LSG sectoriels, en fonction des vulnérabilités spécifiques qui les caractérisent.

Cinquante pour cent (50%) des ménages dirigés par des femmes ayant des besoins multisectoriels ont un LSG en sécurité alimentaire contre 42% des ménages dirigés par des hommes. Manifestée par des résultats

critiques au niveau des indicateurs d'impact,⁵⁰ **l'insécurité alimentaire des ménages dirigés par des femmes peut être corrélée à un accès dégradé à de sources de revenus stables** : 17% des ménages dirigés par des femmes ont rapporté dépendre d'une source de revenus précaire comme source principale de revenus contre 7% des ménages dirigés par des hommes au cours des 30 jours précédant la collecte de données.⁵¹ L'impact de l'épidémie sur les activités économiques a sans doute aggravé cette précarité comme le souligne des analyses secondaires : 95% des femmes travaillent dans l'agriculture de subsistance ou l'économie informelle, ce qui les rend plus vulnérables aux aléas économiques.⁵² La prévalence de besoins multisectoriels très extrêmes semble quant à elle déterminée par des proportions légèrement plus élevées de ménages dirigés par des femmes avec des besoins très extrêmes dans l'ensemble des secteurs mais **particulièrement dans le secteur de la santé (6% des ménages dirigés par des femmes ont des besoins très extrêmes en santé contre 3% des ménages dirigés par des hommes)**, ce qui souligne la nécessité d'une analyse approfondie des barrières spécifiques rencontrées par ce sous-groupe dans ce secteur.

Parmi les ménages ayant des besoins multisectoriels, 13% des ménages qui ont rapporté la présence d'au moins un membre malade chronique et 11% des ménages comportant au moins un membre en situation de handicap font face à des LSG en protection. Ces résultats sont en grande partie influencés par une exposition accrue aux incidents de protection : 12% des ménages avec un membre malade chronique et 11% des ménages avec un membre en situation de handicap ont rapporté avoir fait l'expérience d'un ou plus incidents de protection au cours du mois précédant la collecte de données (contre 5% des ménages n'ayant pas de membre malade chronique ou en situation de handicap). Cette tendance est corroborée par une étude réalisée en décembre 2019, soulignant que le handicap constitue un facteur supplémentaire de risque d'incident de protection dans les régions de Tillabéri et Diffa, les personnes en situation de handicap se considérant elles-mêmes plus exposées à ces risques que le reste de la population.⁵³

Soixante-dix pour cent (70%) des ménages ayant des besoins multisectoriels et ne comptant pas d'adulte alphabétisé parmi leurs membres ont un LSG en éducation (contre 58% des ménages en dehors de ce sous-groupe), 45% en sécurité alimentaire (contre 38%), et 95% en EHA (contre 83%). Le niveau d'éducation au sein des ménages semble ainsi influencer sur la capacité de ces derniers à répondre à leurs besoins dans de nombreux secteurs, et ce de façon simultanée : 60% des ménages dans cette situation ont ainsi été identifiés comme ayant 3 LSG ou plus lors de la collecte de données contre 45% des ménages avec au moins un membre adulte alphabétisé. Il est intéressant de souligner que 63% des ménages sans membre adulte alphabétisé résident en milieu rural, l'éloignement vis-à-vis des centres urbains pouvant également contribuer à expliquer que ces ménages aient un accès dégradé aux infrastructures et services.

⁵⁰ En sécurité alimentaire les indicateurs d'impacts de premier niveau comprennent notamment le score de consommation alimentaire, l'échelle de la faim au niveau des ménages et l'indice simplifié des stratégies de survie qui ont été collectés lors de la MSNA. Des informations additionnelles concernant la méthodologie de collecte et d'analyse de ces indicateurs sont disponibles dans le *Food Security Cluster Indicator Handbook*. A titre d'exemple, 62% des ménages dirigés par des femmes ont un score de consommation alimentaire limite ou pauvre contre 55% des ménages dirigés par des hommes.

⁵¹ L'envoi d'argent par des proches, l'emprunt et la mendicité sont considérées comme des sources de revenus précaires.

⁵² CARE, *analyse rapide genre pour COVID-19*, mai 2020.

⁵³ Humanité & Inclusion, *Enquête rapide sur l'évolution de la situation des personnes handicapées affectées par la crise humanitaire dans les régions de Tillabéri et Diffa au Niger*, janvier 2020.

Zooms sur les vulnérabilités accrues liées aux déplacements de population

Une analyse MSNI désagrégée en fonction de vulnérabilités liées au déplacement a fait apparaître que 33% ménages déplacés depuis moins de 3 mois ont des besoins multisectoriels très extrêmes contre 9% des ménages déplacés depuis plus de 3 mois. La sévérité des besoins des ménages déplacés depuis moins de 3 mois est déterminée par des LSG très extrêmes en protection (25% des ménages déplacés depuis moins de 3 mois), sécurité alimentaire (4%) et ABNA (3%).

Les déplacements de population exercent par ailleurs une pression sur la population hôte et particulièrement sur les ménages non déplacés accueillant des ménages déplacés au sein de leur abri. Si l'hébergement d'un ménage dans l'abri ne semble pas impacter la sévérité globale des besoins multisectoriels des ménages, le secteur de la sécurité alimentaire reflète des différences significatives. Douze pour cent (12%) des ménages hébergeant un autre ménage dans leur abri ont des besoins extrêmes ou très extrêmes en sécurité alimentaire contre 1% des ménages en dehors de ce sous-groupe. Déterminée par un score sur l'échelle de la faim au niveau des ménages⁵⁰ grave à très grave (égal ou supérieur à 4), cette situation souligne la pression sur les ressources alimentaires associée à l'accueil de ménages déplacés par les populations hôtes.

4. Prévalence de stratégies d'adaptation négatives

Un pour cent (1%) des ménages au Niger n'a pas de besoins multisectoriels mais a été identifié comme ayant un manque de capacité (CG), ce qui signifie que ces ménages ont recouru à des stratégies d'adaptation négatives et non viables sur le long-terme. Cette proportion faible au niveau national s'explique notamment par le fait que 97% des ménages ont des besoins multisectoriels.

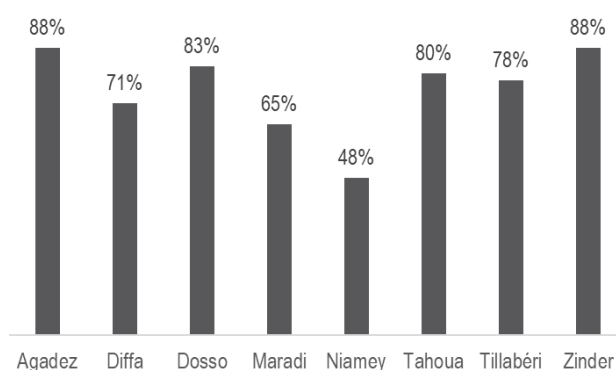
Une attention particulière doit être portée aux ménages ayant un CG dans les zones où des proportions plus faibles de ménages ayant des besoins multisectoriels peuvent être relevées. En effet, 7% des ménages dans la région de Niamey n'ont pas de besoins multisectoriels mais un CG et des proportions équivalentes ont pu être observées dans certains départements de Maradi, Tahoua et Tillabéri.⁵⁴ **Bien que ces ménages n'aient pas été identifiés comme ayant des besoins multisectoriels lors de la collecte de données, le recours à ces stratégies peut les placer dans une situation précaire sur le long-terme**, en érodant leur capacité à obtenir des revenus ou en amplifiant leur vulnérabilité face à des crises futures.⁵⁵

Au niveau national, 71% des ménages ont des besoins multisectoriels et un CG simultanément. Cela suggère que l'emploi de stratégies d'adaptation négatives par les ménages ne leur permet pas de combler tous leurs besoins. Une augmentation possible de leurs besoins actuels est dès lors à envisager si la situation devait perdurer ou si des chocs futurs devaient se produire. Comme illustré dans le graphique ci-dessous, les plus hautes proportions de ménages concernés par cette situation se trouvent dans les régions d'Agadez (88%), Zinder (88%), Dosso (83%) et Tahoua (80%).

⁵⁴ La couverture de l'évaluation n'a pas permis d'obtenir des résultats statistiquement représentatifs au niveau départemental dans les régions d'Agadez, Dosso, Niamey et Zinder. L'analyse des besoins multisectoriels et manque de capacité des ménages au niveau départemental est dès lors circonscrite aux régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri.

⁵⁵ Des informations additionnelles concernant les ménages n'ayant pas de besoins multisectoriels mais un manque de capacité au niveau départemental sont disponibles dans les fiches d'informations portant sur les régions de [Diffa](#), [Maradi](#), [Tahoua](#) et [Tillabéri](#).

Figure 8 : % de ménages ayant des besoins multisectoriels et un manque de capacité par région



De même, **le niveau de vulnérabilité du ménage semble aussi contribuer à cette situation : 83% des ménages dirigés par des femmes ont des besoins multisectoriels et un CG contre 70% des ménages dirigés par des hommes.** Les difficultés rencontrées par les femmes pour accéder à des sources de revenus stables peuvent en partie éclairer cette prévalence.⁵⁶ **Quatre-vingt-onze pour cent (91%) des ménages déplacés depuis moins de 3 mois cumulent des besoins multisectoriels et un CG contre 71% des ménages déplacés depuis 3 mois ou plus.** Cela souligne l'impact à court-terme des conflits armés, à l'origine de la majorité des déplacements, sur l'accès aux ressources vitales des ménages.

Coïncidant avec la période de collecte de données, la période de soudure est marquée par un épuisement des stocks alimentaires des ménages, ce qui peut les amener à avoir plus fréquemment recours à des stratégies d'adaptation non viables – les proportions élevées de ménages ayant des besoins multisectoriels et un CG pourraient en ce sens être symptomatiques de la vulnérabilité accrue des ménages pendant cette période sur l'ensemble du territoire.

En outre, certains chocs d'ampleur nationale ont pu contribuer à accélérer cette dynamique en 2020, notamment les effets indirects de l'épidémie de COVID-19.⁵⁷ La fermeture des frontières internationales a en effet limité les mouvements transfrontaliers des commerçants alors que les marchés nigériens dépendent globalement de l'importation. Ces restrictions ont résulté une hausse des prix céréaliers,⁵⁸ critique pour les ménages qui dépendent principalement de l'achat de nourriture au marché.⁵⁹ Les limitations de mouvement à l'intérieur du pays ont par ailleurs engendré une perte de moyens de subsistance pour une partie de la population, en réduisant l'accès aux champs et en freinant les migrations saisonnières. Lors d'une étude sur l'impact de la COVID-19 dans certaines communes de Tillabéri, Dosso, Zinder et Diffa, 90% des ménages ont ainsi déclaré que leurs sources de revenus étaient affectées par la crise COVID-19.⁶ Les dégâts importants causés par les aléas climatiques ayant eu lieu entre juillet et septembre 2020 (forte pluviométrie, inondations⁶⁰) ont pu engendrer des dépenses additionnelles pour les ménages (dégâts à l'abri, perte d'abri, pertes de ressources agricoles).⁶¹

La fin de la période de soudure est associée au début des récoltes, à une baisse des prix des produits alimentaires, et à des opportunités de ventes de produits agricoles et d'élevage, synonymes d'un meilleur accès aux ressources financières et alimentaires pour les ménages.⁶¹ **L'évolution probable de la situation sécuritaire mais aussi épidémique suggère toutefois que le manque de capacité observé lors de la collecte de données pourrait ne pas être compensé par un retour à la normale** en termes d'accès aux moyens de subsistance en 2021. La

⁵⁶ Pour plus d'information à ce sujet, se référer à la section 3 du rapport.

⁵⁷ FEWS NET, *En plus de la crise sécuritaire, COVID-19 aggrave l'insécurité alimentaire et les moyens d'existence*, juin 2020.

⁵⁸ Système d'information sur les marchés agricoles (SIMA), *bulletin Albichir n°130 d'analyse approfondie des marchés et de la sécurité alimentaire au Niger*, juillet 2020.

⁵⁹ Comité inter-Etat de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) et ali., *Evaluation de l'insécurité alimentaire chronique au Niger*, mai 2018.

⁶⁰ L'essentiel de la collecte de données ayant eu lieu en amont des dégâts les plus importants liés aux inondations, leur impact sur les besoins multisectoriels des ménages n'a été que partiellement capturé dans les résultats présentés dans ce rapport.

⁶¹ FEWS NET, *Les récoltes en cours améliorent la situation alimentaire sauf dans les zones de conflits*, octobre 2020.

persistance des attaques armées ne laisse pas présager d'évolution positive de la situation pour les ménages résidant dans les zones de conflit⁶² et la hausse du nombre de cas de COVID-19 pourrait se traduire par la mise en place de nouvelles mesures de lutte contre l'épidémie associées à des pertes économiques importantes au niveau des ménages.⁶¹

5. Poches de populations dont les besoins sont particulièrement préoccupants

L'analyse MSNI incite à porter une attention particulière aux dynamiques spécifiques pouvant expliquer les concentrations de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes dans certaines zones ou au sein de certains groupes de population. Des proportions élevées de ménages déplacés à Tahoua et particulièrement de ménages réfugiés, de ménages résidant dans les départements frontaliers de Tillabéri, du Mali et du Burkina Faso, au cœur de la zone des trois frontières, et de ménages non déplacés à Zinder ont été identifiés comme ayant des besoins multisectoriels très extrêmes.

5.1 Les ménages réfugiés dans la région de Tahoua

La région de Tahoua accueille un total de 19 000 réfugiés en juin 2020, regroupés dans et à proximité de la zone d'accueil des réfugiés (ZAR) d'Intikane dans le département de Tillia.⁶³ **Quatre-vingt-dix-neuf pour cent (99%) de ces ménages ont des besoins multisectoriels et 44% d'entre eux des besoins multisectoriels très extrêmes**, soit la proportion la plus élevée parmi tous les groupes de population au Niger.⁶⁴

L'extrême sévérité des besoins multisectoriels des ménages réfugiés s'explique notamment par le contexte d'insécurité affectant la zone : depuis décembre 2019, la recrudescence des attaques dans la partie ouest de Tillia⁶⁵ a entraîné des mouvements de population importants vers la ZAR d'Intikane, engendrant une pression accrue sur les ressources disponibles dans la zone.⁶⁶ En mai 2020, une attaque de la ZAR a notamment entraîné la destruction des infrastructures de base, telles que le système d'approvisionnement en eau, et de nombreux incidents de protection ciblant les populations civiles (pillages, extorsions, assassinats). Plus de 1 400 ménages ont ainsi été amenés à se déplacer de nouveau vers d'autres villages d'accueil.⁶⁷ La *cartographie des sites de déplacés à Tahoua* souligne les lacunes importantes en termes d'équipements de base dans les villages d'accueil de Telemces et d'Adarzagren, où une partie de la population réfugiée est restée : en moyenne 179 ménages dépendent du même point d'eau à Telemces et seulement deux points d'eau fonctionnels ont été répertoriés à Adarzagren.⁶⁸ **Malgré les efforts d'intervention humanitaire coordonnée, le nombre insuffisant d'acteurs dans la région représente un défi important de la réponse.**⁶³

Les LSG qui déterminent l'ampleur des besoins multisectoriels des ménages réfugiés à Tahoua sont les LSG en ABNA (86% des ménages), sécurité alimentaire (65%), éducation (62%) et EHA (60%).¹³ Quarante-neuf pour cent (49%) des ménages réfugiés ont entre 4 et 6 LSG simultanément. Le profil des besoins le plus fréquemment identifié pour ces ménages correspond ainsi à une combinaison de besoins dans ces quatre secteurs.

⁶² UNHCR, Rapports d'analyse mensuelle des données de monitoring de protection, octobre 2020 : [régions de Tillabéri et Tahoua, région de Maradi, région de Diffa](#).

⁶³ OCHA, [Factsheet – Région de Tahoua](#), avril-juin 2020.

⁶⁴ Les ménages PDI de Tahoua représente le deuxième groupe ayant la proportion la plus élevée de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes (30%). Bien que ce groupe n'ait pas fait l'objet d'une analyse approfondie dans le cadre de ce rapport, des informations additionnelles sont disponibles dans les fiches d'informations, disponibles [ici](#).

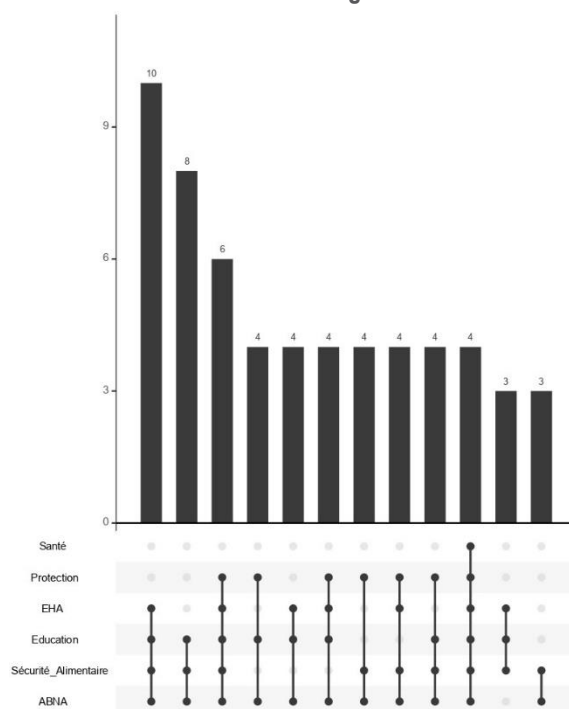
⁶⁵ UNHCR, [Situation sahel central / Tillabéri et Tahoua, rapport du monitoring de protection](#), juillet 2020.

⁶⁶ IRC, [Rapport d'évaluation rapide de protection, site de Intikane, commune rurale de Tillia, Département de Tillia](#), mars 2020.

⁶⁷ ACF, Evaluation multisectorielle RRM sur le site de déplacés de Telemces, département de Tillia, région de Tahoua, juin 2020.

⁶⁸ REACH, [Profilage des sites de déplacés internes, commune de Tillia, région de Tahoua](#), octobre 2020.

Figure 9 : combinaisons les plus communes d'un ou plusieurs LSG parmi les ménages réfugiés ayant des besoins multisectoriels dans la région de Tahoua



Le contexte d'insécurité dans la zone se traduit par une situation critique en termes de protection, 52% des ménages réfugiés avec des besoins multisectoriels ont été identifiés comme ayant un LSG en protection (contre 6% des ménages au niveau national). Quarante-deux pour cent (42%) du total des ménages réfugiés ont des besoins très extrêmes en protection, ce qui signifie que les ménages ont rapporté avoir subi plus d'un incident de protection au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Ce secteur apparaît ainsi comme le secteur déterminant de la proportion haute de ménages réfugiés ayant des besoins multisectoriels très extrêmes.

La situation apparaît par ailleurs alarmante en termes de sécurité alimentaire, ce qui rejoint les projections du Cadre Harmonisé qui placent la zone en phase 3 d'insécurité alimentaire lors de la période de soudure.⁵⁷ Quatre-vingt-treize pour cent (93%) des ménages réfugiés dans la zone ont été identifiés comme ayant un score de consommation alimentaire limite ou pauvre ou un indice simplifié des stratégies de survie supérieur à 4 lors de la collecte de données et 59% d'entre eux ont été identifiés comme ayant un score modéré sur l'échelle de la faim au niveau des ménages.⁵⁰ Cette situation résulte notamment d'une combinaison de facteurs liés à l'insécurité qui provoque une perturbation des moyens de subsistance et des difficultés accrues d'acheminement de l'aide humanitaire vers les populations.

5.2 Les départements au nord-ouest de la région de Tillabéri

Le nord-ouest de la région de Tillabéri correspond au cœur de la zone des trois Frontières, espace transfrontalier entre le Mali et le Burkina Faso marquée par un accroissement de l'insécurité. Les départements d'Ayerou, Bankilare,³⁷ Tera, Gotheye et Tillabéri accueillent ainsi environ 50% des déplacés internes de la région de Tillabéri en juillet 2020⁶⁹ et un tiers des réfugiés.⁷⁰

⁶⁹ OCHA, Niger – Région de Tillabéri, [Rapport mensuel](#), 31 août 2020.

⁷⁰ UNHCR, [Malian refugees and Internally Displaced Persons \(IDPs\)](#), juillet 2020.

Les proportions de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes apparaissent significativement supérieures à la moyenne régionale (23% des ménages) dans ces départements comme illustré dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : % de ménages par score de sévérité MSNI, par département de la région de Tillabéri :

	1	2	3	4	4+
Bankilaré	0%	0%	2%	19%	79%
Ayerou	0%	0%	20%	11%	69%
Téra	0%	1%	11%	39%	49%
Gotheye	0%	2%	21%	29%	48%
Tillabéri	3%	1%	28%	24%	44%

La dégradation de la situation sécuritaire dans la région de Tillabéri entre avril et juin 2020 a été marquée par un accroissement des exactions des GANE sur les populations civiles sous la forme d'assassinats et enlèvements de leaders communautaires, d'imposition de taxes, de menaces et ultimatums adressés aux populations et d'enlèvements de véhicules (notamment d'ambulances et de véhicules humanitaires).⁷¹ Ces attaques, mais aussi la réponse militaire visant à endiguer la présence des GANE dans la bande frontalière⁷² et l'imposition d'un état d'urgence limitant les mouvements des populations civiles et des acteurs humanitaires, exercent une pression sur les ménages résidant dans la zone des trois Frontières et expliquent la sévérité des besoins des populations déplacées mais aussi des populations hôtes.

En parallèle de cette situation, l'épidémie de COVID-19 et l'arrêt des mouvements transfrontaliers dans cette zone ont constitué des facteurs aggravants⁷³ d'une dégradation observée dans l'accès des populations à la nourriture, à l'eau et aux moyens de subsistance entre avril et juin 2020.⁷⁴ A partir de juillet, des contraintes physiques ont par ailleurs contribué à limiter les mouvements dans la zone, en raison de l'impact précoce de la saison des pluies sur la praticabilité de certains axes de circulation.⁷⁵

La prévalence de besoins multisectoriels très extrêmes dans les départements situés à l'extrême nord-ouest de la région de Tillabéri semble en grande partie déterminée par des besoins très extrêmes en EHA. Soixante-dix-neuf pour cent (79%) des ménages à Bankilaré, 65% des ménages à Ayerou, 43% à Téra, 43% à Gotheye et 40% à Tillabéri ont rapporté utiliser de l'eau de surface comme principale source d'eau de boisson ; une situation particulièrement critique en raison des risques de maladies hydriques associés à cette pratique. **L'ampleur des besoins en sécurité alimentaire est aussi préoccupante dans tous les départements considérés,⁷⁶ et la situation apparaît particulièrement sévère dans les départements de Gotheye, Ayerou et Tera** où respectivement 8%, 5% et 4% des ménages ont des besoins très extrêmes en sécurité alimentaire.

Il convient finalement de souligner que 3% ou moins des ménages avec des besoins multisectoriels résidant dans les départements considérés ont été identifiés comme ayant des besoins en protection, une proportion faible vis-à-vis du nombre important d'incidents ayant eu lieu dans la période précédant la collecte de données. Ces résultats

⁷¹ OCHA, Factsheet – Région de Tillabéri, avril-juin 2020.

⁷² DRC, Rapport d'évaluation rapide de protection (ERP), Site d'Ayorou, commune d'Ayorou, avril 2020.

⁷³ FEWS NET, En plus de la crise sécuritaire, COVID-19 aggrave l'insécurité alimentaire et les moyens d'existence, juin 2020.

⁷⁴ REACH, Aperçu de la situation : Niger – Régions de Tillabéri et Tahoua, juin 2020.

⁷⁵ OCHA, Niger – Région de Tillabéri, Rapport mensuel, 31 juin 2020.

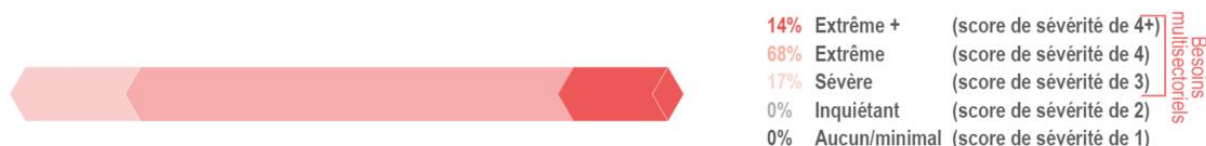
⁷⁶ Quatre-vingt-quatorze pour cent (94%) des ménages à Bankilaré, 89% Gotheye, 71% à Tera, 70% à Ayerou et 54% à Tillabéri ont des besoins en sécurité alimentaire.

pourraient avoir été biaisés par le fait que les ménages soient peu enclins à répertorier les exactions commises par les GANE dans la région, en raison du climat d'insécurité défavorable au partage d'informations à ce sujet.⁷⁷

5.3 La population non déplacée de Zinder

Plus de 99% des ménages non déplacés résidant dans la région de Zinder ont des besoins multisectoriels et 14% d'entre eux des besoins multisectoriels très extrêmes.⁷⁸ L'ampleur et la sévérité des besoins apparaissent paradoxalement élevées dans cette région stable d'un point de vue sécuritaire et qui n'accueille pas de population déplacée.⁵

Figure 10 : % de ménages par score de sévérité du MSNI dans la région de Zinder :



Ces résultats suggèrent que des problématiques de développement affectent la région de Zinder de façon critique. Des études antérieures corroborent cette idée en montrant que **les ménages rencontraient plus de difficultés d'accès aux ressources et services à Zinder que dans des régions telles que Tillabéri et Maradi** avant que ces dernières ne soient affectées par l'insécurité et les déplacements de population. La disponibilité des ressources agricoles est notamment éprouvée par le poids démographique dans cette région, la plus densément peuplée du Niger avec 23.5 habitants par km²,⁷⁹ et par une forte dégradation des sols et de l'environnement.⁸⁰ Zinder apparaît aussi comme la seconde région avec le taux de pauvreté le plus élevé après Diffa avec 28,4% de ménages pauvres.⁸¹ En 2017, le taux brut de scolarisation dans la région de Zinder était le plus bas au Niger (60,6% contre 77,8% au niveau national)⁴³ tout comme le taux d'accès théorique à l'eau potable en milieu rural (35,12% contre 46% au niveau national).⁴³ Ces indicateurs révèlent ainsi un accès dégradé aux moyens de subsistance et aux infrastructures et services de base pour les ménages à Zinder, et la présence durable de barrières structurelles dans la région.

En 2020, L'épidémie de COVID-19 a par ailleurs pu affecter la sécurité alimentaire des ménages pendant la période de soudure : les limitations de mouvements domestiques et internationaux ont en effet entravé les migrations saisonnières et autres activités de subsistance⁵⁷ et perturbé les chaînes d'approvisionnement de denrées alimentaires, résultant dans une hausse des prix et une baisse du pouvoir d'achat.⁵⁸ **Ce contexte de vulnérabilité structurelle, l'impact des aléas économiques liés à la COVID-19 et des contraintes saisonnières propres à la période de soudure éclairent l'ampleur et la sévérité des besoins multisectoriels des ménages à Zinder** : en 2020 il s'agit de la seconde région avec le taux de prévalence de la malnutrition aigüe globale le plus élevé au Niger (14,9% des enfants de 0 à 59 mois).¹⁹

La MSNA a montré que 95% des ménages non déplacés ayant des besoins multisectoriels à Zinder ont des besoins en EHA, 78% en éducation et 56% en sécurité alimentaire.¹³ Le cumul des LSG dans ces trois secteurs est le profil le plus commun de besoins des ménages.

⁷⁷ UNHCR, *Situation sahel central / Tillabéry & Tahoua, Rapport de monitoring de protection*, janvier-février 2020.

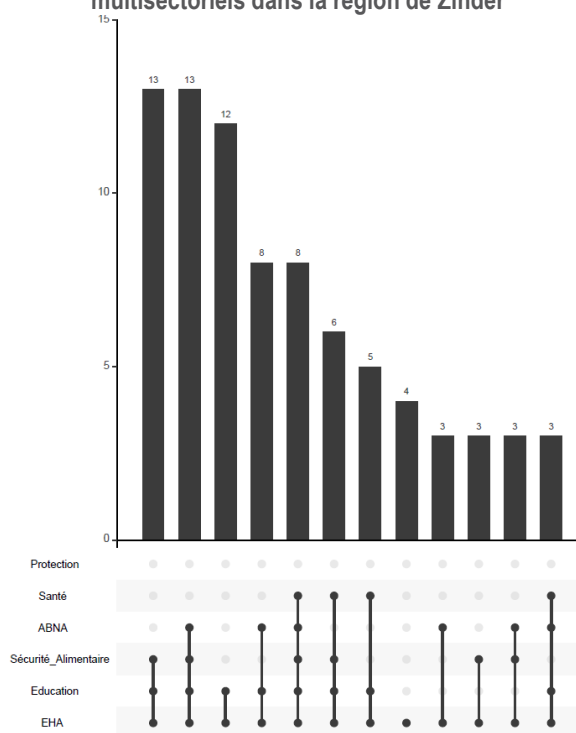
⁷⁸ Les ménages non déplacés sont le seul groupe de population identifié dans la région de Zinder, l'analyse de la sous-section porte donc exclusivement sur ce groupe de population.

⁷⁹ Maman Issoufou et alii., *Constraints and strategies for women's access to land in the regions of Maradi and Zinder*, Cogent Social Sciences, janvier 2020.

⁸⁰ République du Niger, Ministère du Plan, *Plan de développement économique et social 2017-2021*, septembre 2017.

⁸¹ INS, *Rapport d'enquête sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire au Niger*, 2017. Taux calculé à partir de l'indice de richesse, indicateur proxy calculé pour comprendre le niveau de richesse du ménage à partir des biens productifs, biens non productifs, agréments de vie et autres variables.

Figure 11 : combinaisons les plus communes d'un ou plusieurs LSG parmi les ménages ayant des besoins multisectoriels dans la région de Zinder



La sévérité des besoins en éducation est notamment liée à un taux important de déscolarisation : 77% des ménages dans la région de Zinder ont rapporté qu’au moins un enfant en âge d’être scolarisé ne fréquente pas l’école régulièrement, ce qui constitue la deuxième proportion la plus élevée au niveau national. Il est intéressant de noter que 40% des ménages non déplacés de Zinder ont cité l’éducation parmi leurs trois besoins prioritaires contre 24% au niveau global ce qui suggère que la prévalence de la déscolarisation est déterminée par des barrières matérielles d’accès, en plus des facteurs culturels. Près de 90% des ménages ont ainsi rapporté au moins une barrière d’accès à l’éducation lors de la collecte de données.

La proportion élevée de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes est due à des besoins très extrêmes en EHA (7% du total des ménages), en santé (4%) et en protection (3%). Une attention particulière peut être portée à l’ampleur des besoins en protection puisque 10% des ménages ayant des besoins multisectoriels ont été identifiés comme ayant des besoins dans ce secteur. Ces pourcentages sont en partie déterminés par une forte prévalence du mariage précoce (au moins un enfant dans cette situation rapporté par 11% des ménages) et du travail des enfants (au moins un enfant rapporté par 13% des ménages). Dix pour cent (10%) des ménages ont de plus rapporté qu’au moins un membre du ménage avait subi un incident de protection ou plus au cours des trois mois précédent la collecte de données. Sous forme de vols de bétails (67% des cas) et de violence physique (22% des cas),⁸² ces incidents pourraient être symptomatiques d’un débordement de l’insécurité au-delà des frontières de Diffa et Maradi. Les lacunes d’information importantes dans la zone ne permettent toutefois pas de vérifier cette hypothèse, ni de comprendre si ces besoins affectent inégalement les ménages en fonction de leur département ou commune de résidence.

⁸² La question portant sur les barrières principales d’accès à l’éducation était une question à choix multiples dans le questionnaire. Le total des pourcentages peut donc être supérieur à 100%.

CONCLUSION

En 2020, la MSNA a permis d'obtenir **des données multisectorielles représentatives par groupe de population au niveau national et régional sur l'ensemble du territoire nigérien**. Facilitée par REACH sous l'égide de l'ICCG, l'évaluation a contribué à informer le cycle de programmation humanitaire pour 2021, ainsi qu'à fournir une analyse comparative de l'ampleur, de la sévérité et de la nature des besoins multisectoriels des ménages déplacés et non déplacés.

Quatre-vingt-dix-sept pour cent (97%) des ménages ont été identifiés comme ayant des besoins multisectoriels au niveau national et 9% des besoins multisectoriels très extrêmes. Les besoins multisectoriels sont répartis de façon globalement homogène entre les différentes régions et les différents groupes étudiés, ce qui souligne **la présence de barrières structurelles d'accès aux services de base ainsi que l'impact de la période de soudure sur l'accessibilité des ressources financières et alimentaires sur l'ensemble du territoire.**

La concentration de besoins multisectoriels très extrêmes au niveau de certains sous-ensembles invite toutefois à porter une attention particulière aux dynamiques spécifiques pouvant aggraver la sévérité des besoins des ménages. La proportion élevée de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes dans la zone des trois Frontières, particulièrement à l'extrême nord-ouest de Tillabéri et pour les populations déplacées résidant dans la région de Tahoua, signale ainsi **l'impact des contraintes d'accès physiques et des chocs sécuritaires sur la capacité des acteurs humanitaires et des ménages eux même à répondre à leurs besoins multisectoriels.** Les ménages réfugiés résidant à Maradi et à Agadez présentent aussi des besoins multisectoriels très extrêmes, invitant à porter une attention particulière aux enjeux spécifiques affectant les ménages réfugiés dans ces zones.

Des proportions élevées de ménages ayant des besoins multisectoriels très extrêmes ont par ailleurs été identifiées dans des régions qui ne sont pas directement affectées par l'insécurité et les déplacements, telle que la région de Zinder. Les barrières structurelles et les facteurs saisonniers et climatiques semblent ainsi contribuer à amplifier **l'incidence de chocs d'ampleur nationale ayant affecté le Niger en 2020 dans ces zones, notamment l'impact multidimensionnel de la COVID-19.** Cette conjonction de facteurs participe aussi à expliquer le fait que **71% des ménages ont des besoins multisectoriels et un manque de capacité, révélant le recours généralisé par les ménages à des stratégies d'adaptation négatives et non viables pour faire face au manque de ressources.** L'usage de telles stratégies pourrait contribuer à amplifier leurs besoins multisectoriels si la situation actuelle devait perdurer ou si des chocs futurs devaient se produire.

La nature et la sévérité des besoins sectoriels qui alimentent ces besoins multisectoriels varie par ailleurs en fonction de certaines caractéristiques des ménages, notamment le statut de déplacement et la présence de vulnérabilités préexistantes au sein du ménage. **Si des besoins sectoriels en éducation et en sécurité alimentaire semblent être des déterminants majeurs des besoins multisectoriels pour l'ensemble des groupes de population, des proportions élevées de ménages non déplacés ont été identifiés comme ayant des besoins en EHA et de ménages déplacés en ABNA. Les ménages dirigés par des femmes semblent avoir des besoins particulièrement importants en sécurité alimentaire,** ainsi que des besoins multisectoriels globalement plus sévères que les ménages dirigés par des hommes. **L'analyse a par ailleurs permis de souligner une exposition accrue aux risques de protection pour les ménages avec un membre malade chronique ou en situation de handicap.** Ces résultats concernant la présence, et la cooccurrence, de besoins sectoriels qui influent sur les besoins multisectoriels apparaissent particulièrement pertinents pour informer la réponse en fonction des vulnérabilités spécifiques des ménages.

Malgré son ampleur nationale, la MSNA a par ailleurs permis de souligner la subsistance de lacunes d'informations qui invitent à renforcer les systèmes de veille et de collecte de données en mettant l'accent sur les zones particulièrement difficiles d'accès, notamment dans la région de Diffa, et dans les régions qui ne sont pas considérées comme prioritaires dans le cadre de la réponse humanitaire d'urgence. La réitération d'une MSNA en 2021 participera aux efforts de prise en compte de la sévérité et de la nature des besoins des ménages, ainsi que de leurs préférences en termes d'intervention, pour faciliter une planification humanitaire basée sur des données collectées de manière régulière. Les résultats présentés dans le rapport seront partagés à la communauté humanitaire au Niger et aux bailleurs de fonds internationaux afin d'améliorer la compréhension générale des besoins multisectoriels des ménages au Niger et serviront de base pour informer le prochain cycle d'évaluation.

ANNEXES

Annexe 1 : documents techniques et produits d'information disponibles

Documents techniques

- Termes de référence de la recherche ([lien](#)) – documentation technique concernant les objectifs de l'évaluation, le cadre de coordination, la méthodologie de recherche et les indicateurs retenus – *protocole détaillé de nettoyage des données inclus*.

Base de données

- Base de données nettoyées au niveau des ménages – *outil de collecte de données inclus* ([lien](#))
- Base de données des indicateurs multisectoriels – *outil de collecte de données inclus* ([lien](#))

Produits d'information

- Présentation des résultats en sécurité alimentaire ([lien](#))
- Présentation des indicateurs clés ([lien](#))
- Fiche d'information : redevabilité envers les populations affectées au Niger ([lien](#))
- Fiches d'information : résultats clés de l'analyse multisectorielle ([lien](#))

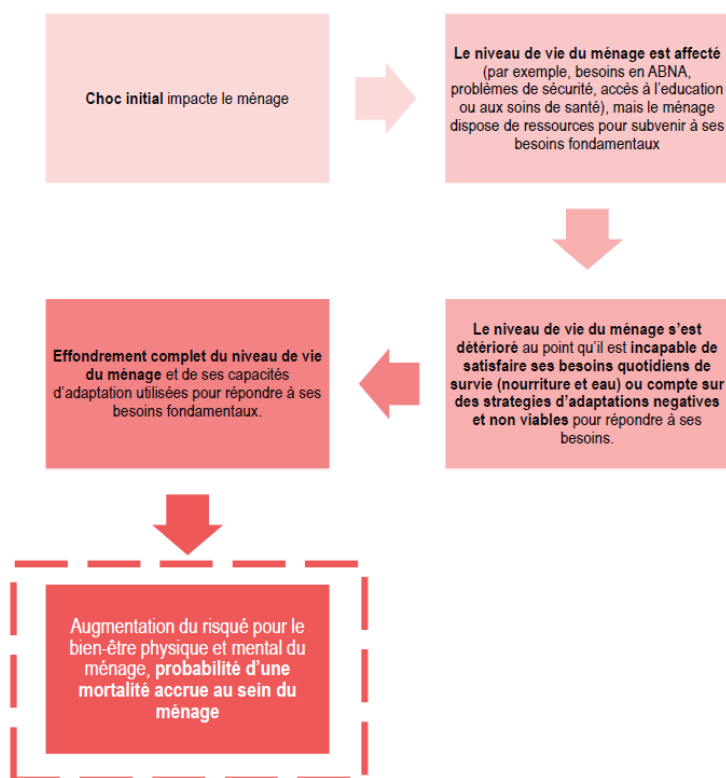
Annexe 2 : méthodologie d'analyse

L'analyse présentée dans ce rapport est fondée sur une méthodologie développée par REACH au niveau global dans le but d'analyser l'ampleur et la sévérité des besoins des ménages et de capturer la dimension intersectorielle de ces besoins. Cette analyse vise à identifier les ménages ayant des besoins non-satisfaits par secteur (manque en termes de niveau de vie ou LSG), un manque de capacité (CG) lié au recours à des stratégies d'adaptations négatives et non durables afin de satisfaire les besoins de base et/ou des vulnérabilités préexistantes.³² Elle permet ensuite de calculer la proportion de ménages considérés comme ayant des besoins multisectoriels (score MSNI) par zone et par groupe.

Détermination de l'échelle de sévérité

Les scores de sévérité sectoriels et multisectoriels attribués aux ménages dans le cadre de cette analyse, sont établis en fonction d'une échelle de sévérité qui s'inspire du projet de cadre d'analyse intersectorielle conjointe (JIAF), un cadre analytique en cours d'élaboration au niveau global visant à mieux comprendre les besoins des populations affectées. Il mesure une détérioration progressive de la situation d'un ménage, vers le pire résultat humanitaire possible.

Figure 12 : justification de l'échelle de sévérité



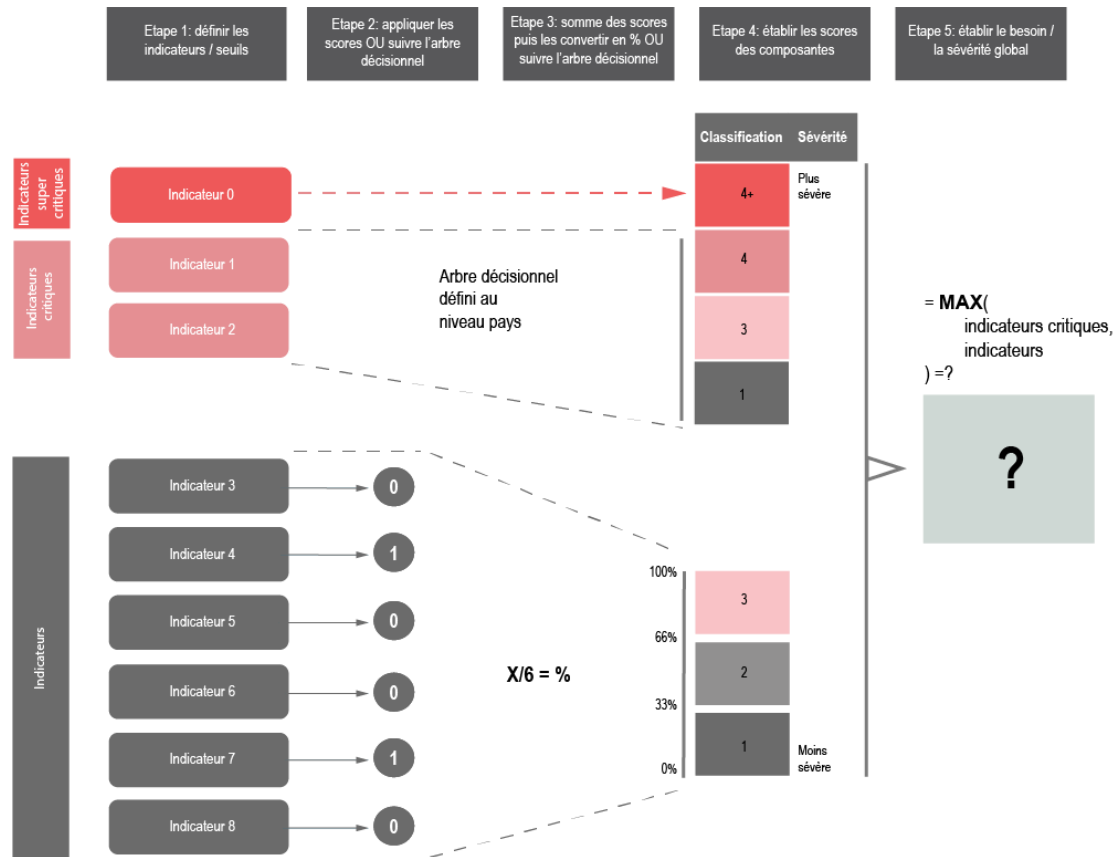
Alors que l'échelle de sévérité du JIAF comprend 5 classifications allant de 1 (aucun/minimal) à 5 (catastrophique), seule une échelle de 1 (aucun/minimal) à 4+ (extrême+) est utilisée pour les besoins de la MSNA. Un score de "4+" est utilisé lorsque les données indiquent que la situation pourrait être catastrophique. Cela s'explique par le fait que les données nécessaires pour l'attribution d'un score de 5 (catastrophique) sont principalement obtenues au niveau de la zone (par exemple, les taux de mortalité, la prévalence de la malnutrition, etc.), ce qui est difficile à prendre en compte dans une analyse au niveau des ménages. En outre, étant donné que les recommandations globales sur les définitions exactes de chaque classe doivent encore être finalisées, et les implications en matière de réponse de la classification d'un ménage ou d'une zone en classe 5 (catastrophique), REACH n'est pas en mesure de vérifier de manière indépendante si une situation catastrophique (classe 5) est en train de se produire.

Identification des LSG et CG

Les LSG pour un secteur donné sont calculés en agréant les indicateurs de besoins non satisfaits par secteur. Pour la MSNA en 2020, une méthodologie d'agrégation simple a été développée, en s'appuyant sur l'approche d'agrégation de l'indice de pauvreté multidimensionnelle. En utilisant cette méthode, chaque unité (un ménage par exemple) se voit attribuer un score de "privation" en fonction de ses privations dans les indicateurs qui le composent. Le score de privation de chaque ménage est obtenu en calculant le pourcentage des privations subies, de sorte que le score de privation de chaque ménage se situe entre 0 et 100. Des "indicateurs critiques" déterminent automatiquement les scores de sévérité les plus élevés, indépendamment du score de privation obtenu. La section ci-dessous fournit des indications sur la manière de procéder à l'agrégation en utilisant des données au niveau des ménages.

- 1) Identifier les indicateurs qui mesurent les besoins ('manque') pour chaque secteur, en capturant les dimensions clés suivantes : l'accessibilité, la disponibilité, la qualité, l'utilisation et la connaissance. Fixer des seuils binaires : a ("1") / n'a pas ("0") de manque ;
- 2) Identifier les indicateurs critiques qui, à eux seuls, indiquent un manque dans le secteur de manière générale ;
- 3) Une fois les données collectées, identifier les scores individuels des indicateurs (0 ou 1) pour chaque ménage ;
- 4) Calculer le score de sévérité de chaque ménage, sur la base de l'arbre décisionnel suivant (adapté à chaque secteur) ;
 - a) Indicateur(s) "super" critique(s) : peuvent conduire à un 4+ si une situation extrême est constatée pour le ménage ;
 - b) Indicateurs critiques : en utilisant une approche par arbre décisionnel, une classe de sévérité est identifiée sur une échelle discontinue de 1 à 4 (1, 3, 4) en fonction des scores de chacun des indicateurs critiques ;
 - c) Indicateurs non critiques : les scores de tous les indicateurs non critiques sont additionnés et convertis en pourcentage du total possible (par exemple, 3 sur 4 = 75%) pour identifier une classe de sévérité ;
 - d) Le score final de sévérité est obtenu en retenant le score le plus élevé généré par les indicateurs super critiques, critiques ou non critiques, comme indiqué dans la figure 13 ci-dessous ;

Figure 13 : identification des LSG par secteur - exemple



- 5) Calculer la proportion de la population ayant un score final de sévérité de 3 et plus, par secteur. Avoir un score de sévérité de 3 et plus dans un secteur est considéré comme avoir un LSG dans ce secteur ;
- 6) Identifier les ménages qui n'ont pas de LSG mais qui ont un CG ;
 - a) Identifier les scores des indicateurs individuels (0 ou 1) pour les indicateurs CG, parmi les ménages ayant un score de sévérité de 1 ou 2 ;
 - b) Si un indicateur CG a un score de 1, le ménage est catégorisé comme ayant un CG.

Estimation de la sévérité globale des besoins

L'indice des besoins multisectoriels (MSNI) est une mesure de la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage (exprimée sur une échelle de 1 à 4+) et basée sur les scores de sévérité LSG sectoriels les plus hauts de chaque ménage. Le MSNI est déterminé au travers des étapes suivantes :

- 1) Tout d'abord, la sévérité de chacun des LSG sectoriels est calculée par ménage, comme illustré dans la section précédente.
- 2) Ensuite, un score de sévérité final (MSNI) est déterminé pour chaque ménage en fonction du score de sévérité LSG sectoriel le plus haut identifié pour chaque ménage.
 - Comme présenté dans le tableau 5 ci-dessous, le ménage 1 a un score de sévérité MSNI final de 4 parce que c'est le score de sévérité le plus haut, parmi tous les LSG au sein de ce ménage.

Tableau 5 : exemples de scores MSNI par ménage basés sur les résultats de l'analyse sectorielle

	Score de sévérité LSG par secteur						MSNI final
	SECAL	EHA	Santé	ABNA	Education	Protection	
Ménage 1	4	4	4	4	3	3	4
Ménage 2	2	2	4	2	1	1	4
Ménage 3	3	3	3	4+	2	1	4+
Etc.	2	3	1	1	2	1	3

Limites principales : le score final MSNI sera le même (4) que le ménage ait un LSG très sévère dans un seul secteur en particulier (par exemple en santé pour le ménage 2 ci-dessus) OU plusieurs LSG simultanés dans différents secteurs (par exemple en sécurité alimentaire, santé, EHA et ABNA pour le ménage 1 ci-dessus). Si cette méthode est pertinente du point de vue de la planification de la réponse humanitaire au niveau global (si un ménage a des besoins extrêmes dans un secteur, ceci implique la mise en œuvre d'une intervention humanitaire quelle que soit la concomitance des besoins sectoriels), des analyses supplémentaires se doivent d'être conduites pour comprendre les différences d'ampleur en matière de sévérité entre les différents ménages.

Annexe 3 : indicateurs clés retenus pour l'analyse multisectorielle

Secteur	Indicateurs de privation	
Sécurité alimentaire	% de ménages rapportant ne pas avoir accès à un marché à moins d'une heure de marche	Score médian
	% de ménages rapportant une source de revenu principale de type précaire au cours des 30 jours précédant la collecte de données (envoi d'argent par des proches en exode, emprunt, mendicité)	
	Score de consommation alimentaire limite ou pauvre	
	Indice simplifié des stratégies de survie supérieur à 3	
	Indicateurs critiques	
	Score de l'échelle de la faim dans les ménage modéré	3
	Score de l'échelle de la faim dans les ménage grave	4
	Score de l'échelle de la faim dans les ménage très grave	4+
EHA	Indicateurs de privation	
	% de ménages rapportant ne pas avoir accès à suffisamment d'eau pour au moins l'une des activités quotidiennes (cuisiner, se laver, boire)	Score médian
	% de ménages rapportant faire face à des difficultés d'accès à l'eau de qualité	
	% de ménages rapportant avoir ne pas avoir de savon	
	% de ménages rapportant ne pas avoir accès à un dispositif de lavage de mains	
	% de ménages rapportant avoir toujours vu au moins deux des éléments suivants autour de l'abri au cours des 7 jours précédant la collecte de données (déchet solide, eaux stagnantes, rongeurs, animaux morts, excréments)	
	% de ménages rapportant avoir eu recours à des stratégies d'adaptation négatives pour compenser des difficultés d'accès à l'eau ou au savon	
	% de ménages rapportant que la majorité des membres du ménage utilisent une infrastructure sanitaire (latrine) non améliorée	
	Indicateurs critiques	
	% de ménages rapportant pratiquer la défécation à l'air libre	3
	% de ménages rapportant utiliser une source d'eau améliorée située à plus de 30mn de marche comme principale source d'eau de boisson	
% de ménages rapportant utiliser une source d'eau non améliorée comme principale source d'eau de boisson		
% de ménages rapportant utiliser l'eau de surface comme principale source d'eau de boisson		
Santé	Indicateurs de privation	
	% de ménages rapportant qu'au moins un enfant 0 à 15 ans du ménage ne dispose pas d'une carte de vaccination	Score médian
	% de ménages rapportant qu'au moins un enfant de 6 mois à 15 ans du ménage n'est pas vacciné contre la rougeole	
	% de ménages rapportant qu'au moins un enfant de moins de 2 ans du ménage n'a pas reçu le vaccin DTC3	
	% de ménages rapportant qu'au moins un enfant de moins de 2 ans du ménage n'a pas reçu le vaccin BCG	
	% de ménages rapportant qu'au moins un enfant de moins de 5 ans dans le ménage a été accouché à domicile sans l'assistance d'un personnel qualifié	
	% de ménages rapportant au moins une barrière d'accès à la prise en charge en santé	
	% de ménages rapportant ne pas avoir accès à une infrastructure de santé à moins d'une heure de marche	
	% de ménages avec une femme enceinte ou un enfant de moins de 5 ans rapportant ne pas avoir accès à une prise en charge en nutrition à moins d'une heure de marche	
	% de ménages avec une femme enceinte ou un enfant de moins de 5 ans rapportant ne pas avoir reçu des conseils en nutrition au cours des 3 mois précédant la collecte de données	
	Indicateurs critiques	

	% de ménages rapportant qu'au moins un enfant de moins de 5 ans était malade au cours du mois précédant la collecte de données mais que l'infrastructure de santé se situe à moins d'une heure de marche	3
	% de ménages rapportant qu'au moins un enfant de moins de 5 ans était malade au cours du mois précédant la collecte de données mais que l'infrastructure de santé se situe à une heure de marche ou plus	4
	% de ménages ayant rapporté un décès au cours du mois précédant la collecte de données pour toute autre cause que la vieillesse	4+
ABNA	Indicateurs de privation	
	% de ménages rapportant au moins un problème d'isolation dans leur abri	Score médian
	% de ménages rapportant se sentir constamment à risque d'expulsion	
	% des ménages par modalité d'occupation des abris (l'abri est occupé sans consentement du propriétaire, prêté, ou n'appartient pas au ménage qui est hébergé par le ménage propriétaire ou locataire)	
	% de ménages dont le score BNA est supérieur ou égal à 3,5	
	Indicateurs critiques	
	% de ménages rapportant habiter un abri temporaire ou vulnérable face aux intempéries (tente traditionnelle, habitat de paille, abri d'urgence, de transition, bâtiment communautaire)	3
	% de ménages rapportant que l'abri présente des dommages sévères structurels à l'abri	4
% de ménages ne disposant pas d'abri (à l'air libre)	4+	
Protection	Indicateurs de privation	
	% de ménages rapportant avoir connu des restrictions de mouvement au cours du mois précédant la collecte de données	Score médian
	% de ménages rapportant qu'au moins un membre n'a pas de papiers d'identité	
	% de ménages rapportant ne pas avoir accès à des services de protection à distance de marche	
	% de ménages rapportant qu'au moins un enfant ne vit pas sous le même toit que les parents	
	% de ménages rapportant qu'au moins un enfant de 12 à 17 ans est marié	
	% de ménages rapportant qu'au moins un enfant de 12 à 17 ans travaille	
	Indicateurs critiques	
% de ménages rapportant avoir subi un incident de protection	4	
% de ménages rapportant avoir subi plus d'un incident de protection	4+	
Education	Indicateurs de privation	
	% de ménages rapportant ne pas avoir accès à une infrastructure scolaire primaire à moins de 30 minutes de marche	Score médian
	% de ménages rapportant ne pas avoir accès à une infrastructure scolaire secondaire à moins d'une heure de marche	
	% de ménages rapportant rencontrer des barrières d'accès à l'éducation	
	Indicateurs critiques	
% des ménages où au moins un enfant de 6 à 17 ans ne fréquente pas régulièrement l'école (moins de 4 jours par semaine)	3	

Annexe 4 : tableau d'échantillonnage et niveau de confiance associés

Echantillon au niveau national				
	Cible	Couverture	Niveau de confiance	Marge d'erreur
NIVEAU NATIONAL	8196	7133	95%	1%
Ménages non déplacés	6642	5910	95%	1%
Ménages PDI	684	521	95%	5%
Ménages réfugiés	710	594	95%	5%
Ménages retournés	160	108	92%	9%
Echantillon au niveau régional				
AGADEZ	678	618	95%	4%
Ménages non déplacés	552	530	95%	5%
Ménages réfugiés	126	88	95%	9%
DIFFA	1269	712	95%	4%
Ménages non déplacés	640	343	95%	6%
Ménages PDI	212	132	95%	10%
Ménages réfugiés	152	129	95%	10%
Ménages retournés	160	108	92%	9%
DOSSO (non déplacés)	208	122	95%	10%
MARADI	1616	1435	95%	3%
Ménages non déplacés	1268	1158	95%	3%
Ménages PDI	156	110	95%	10%
Ménages réfugiés	192	167	95%	9%
NIAMEY (non déplacés)	442	517	95%	5%
TAHOUA	1992	1804	95%	3%
Ménages non déplacés	1752	1583	95%	3%
Ménages PDI	120	121	95%	10%
Ménages réfugiés	120	100	92%	9%
TILLABERI	2096	1420	95%	3%
Ménages non déplacés	1780	1152	95%	3%
Ménages PDI	196	158	95%	9%
Ménages réfugiés	120	110	92%	9%
ZINDER (non déplacés)	528	505	95%	5%
Echantillon au niveau départemental				
Région de Diffa				
Bosso	144	16	90%	23%
Diffa	144	231	95%	7%
Goudoumaria	136	123	95%	10%
Maine Soroa	132	144	95%	9%
N'Gourti	140	48	90%	14%
N'Guigmi	144	150	95%	9%
Région de Maradi				
Aguie	148	141	95%	9%
Bermo	136	124	95%	10%
Dakoro	136	150	95%	9%
Gazaoua	140	124	95%	10%
Guidan Roumdji	136	315	95%	6%

Madarounfa	136	153	95%	9%
Mayahi	132	130	95%	10%
Tessaoua	136	136	95%	10%
Ville de Maradi	168	162	95%	9%
Région de Tahoua				
Abalak	116	140	95%	9%
Bagaroua	136	126	95%	10%
Birni N'Konni	124	142	95%	9%
Bouza	116	145	95%	9%
Illela	120	131	95%	10%
Keita	116	124	95%	10%
Madaoua	116	108	92%	10%
Malbaza	116	137	95%	10%
Tahoua	116	137	95%	10%
Tassara	136	123	95%	10%
Tchitabaraden	116	106	92%	10%
Tillia	132	242	95%	7%
Ville de Tahoua	124	143	95%	9%
Région de Tillabéri				
Abala	140	128	95%	10%
Ayerou	160	144	95%	9%
Balleyara	136	136	95%	10%
Banibangou	140	24	90%	19%
Bankilare	136	48	90%	13%
Filingue	136	120	95%	10%
Gotheye	132	84	90%	10%
Kollo	136	135	95%	10%
Ouallam	132	104	92%	10%
Say	136	100	92%	10%
Tera	136	116	95%	10%
Tillabéri	132	144	95%	9%
Torodi	136	137	95%	10%
Légende				
Résultats statistiquement représentatifs, avec un niveau de confiance optimal				
Résultats statistiquement représentatifs, avec un niveau de confiance légèrement moindre				
Résultats à valeur indicative, utilisés dans l'analyse				
Données insuffisantes pour pouvoir présenter des résultats représentatifs ou indicatifs de la situation lors de l'analyse				

Annexe 5 : agenda de formation des enquêteurs

Jour 1 : présentations transversales	
9h-9h15	Arrivée des participants et mots de bienvenue
9h15-10h15	Présentation générale de l'étude (objectifs et méthodologie)
10h15-10h30	Pause-café
10h30-11h30	Présentation des modalités de la collecte de données (organisation des équipes, sélection aléatoire des ménages, techniques d'entretien)
11h30-12h	Principes de <i>Do No Harm</i> (comportements vis-à-vis des communautés, principes de confidentialité)
12-12h30	Procédures de sécurité sur le terrain et rappel des principes de confidentialité
12h30-13h	Mesures de prévention contre la COVID-19 sur le terrain
13h-14h	Pause déjeuner
14h-16h	Politique de protection contre les abus sexuels (principes fondamentaux, procédures de référencement)
16h-16h15	Pause-café
16h15-18h	Politique de protection de l'enfance (principes fondamentaux, procédures de référencement)
Jour 2 : présentation détaillée de l'outil de collecte (partie 1)	
9h-9h30	Recommandations générales et renseignement des métadonnées
9h30-10h45	Section 1 : démographie et dynamiques de déplacement
10h45-11h	Pause-café
11h-12h30	Section 2 : santé
12h30-13h30	Pause déjeuner
13h30-14h15	Section 3 : nutrition
14h15-15h15	Section 4 : protection
15h15-15h30	Pause-café
15h30-17h	Section 5 : sécurité alimentaire
17h-18h30	Section 6 : eau, hygiène et assainissement
Jour 3 : présentation détaillée de l'outil de collecte (partie 2)	
9h-10h30	Section 7 : abris et biens non alimentaires
10h30-10h45	Pause-café
10h45-11h30	Section 8 : éducation
11h30-13h	Section 9 : Accès à l'information et redevabilité
13h-14h	Pause déjeuner
14h-18h	Exercice pratique (administration du questionnaire et prise de données GPS)

Annexe 6 : politiques de protection des communautés

Analyse du principe de ne pas nuire (*Do No Harm Analysis*)

L'analyse du principe de ne pas nuire a été conduite en amont de l'évaluation afin de comprendre les différents impacts de la collecte de données sur l'environnement sécuritaire et sanitaire et d'assurer la mise en place de mesures adéquates afin de minimiser cet impact. Cette analyse a été réalisée en plusieurs étapes.

Volet sécuritaire

- Suivi hebdomadaire de l'accès et de la situation sécuritaire sur l'ensemble du pays en partenariat avec le département sécurité d'ACTED depuis le mois de mars 2020.
- Analyse approfondie des régions de Tahoua, Zinder et Agadez où les organisations non-gouvernementales (ONG) ACTED et IMPACT n'étaient pas opérationnelles dans le cadre de leurs activités ordinaires.
- Détermination des normes de visibilité terrain spécifiques par région et département en fonction des recommandations du département sécurité d'ACTED.
- Consultation systématique des autorités nigériennes au niveau régional, départemental et local en amont et au cours des missions terrains.
- Consultation du siège d'IMPACT et du cluster Protection sur les indicateurs de protection retenus, de sorte à assurer le respect de normes culturelles lors des échanges entre enquêteurs et enquêtés.
- Formation des enquêteurs sur les principes comportementaux à respecter lors des entretiens : introduction de l'enquête et de l'objectif, respect de principes de confidentialité et de courtoisie, vigilance vis-à-vis de l'environnement extérieur et du langage non verbal de l'enquêté, possibilité de mettre fin à l'entretien en cas d'inconfort de l'enquêteur ou de l'enquêté.
- Signature d'un accord de confidentialité par chaque enquêteur en amont de la collecte de données.

Volet sanitaire

- Création de plans de contingence pour la collecte de données physique, adaptés aux scénarios d'évolution possible de l'épidémie de la COVID-19 à partir d'avril 2020 et mise à jour régulière jusqu'au début de la collecte de données.
- Consultation avec le cluster Santé sur la méthodologie d'enquête, les mesures sanitaires adéquates et la formation des enquêteurs en amont de la collecte de données.
- Mise à disposition des enquêteurs de masques et de bouteilles de gel hydro alcoolique et formation au respect des gestes barrières à respecter sur le terrain.

Politique de protection contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels (PSEA)

Plusieurs mesures ont été mise en place afin d'assurer la protection contre le harcèlement, l'exploitation et les abus sexuels dans le cadre de la collecte de données MSNA.

- Module de formation dédié à la PSEA incluant une présentation théorique et des cas pratiques
- Mise à disposition du numéro vert d'ACTED dédié à la gestion des plaintes

Politique de protection de l'enfance

Les enquêteurs étant habilités à mener des entretiens avec des enfants de 16 et 17 ans lorsque ces derniers étaient chefs de ménage, des mesures spécifiques ont été mise en place pour que la protection des enfants prenant part à l'enquête soit assurée dans le cadre de la collecte de données :

- Module de formation sur la conduite d'entretiens avec des répondants de moins de 18 ans
- Documents spécifiques à la protection de l'enfance signé par chaque enquêteur en amont de la collecte de données :
 - Protocole de protection mettant en évidence les principes et actions clés prises par le personnel d'IMPACT et ses partenaires afin de préserver les droits des enfants
 - Code de conduite spécifique portant sur la conduite à tenir en présence d'enfants
- Ressources mises à disposition des enquêteurs au cours de la collecte de données :
 - Certificat de consentement de l'enfant à faire signer par l'enfant avant le début de l'entretien
 - Rapport d'action urgente confidentiel à partager avec le chargé de terrain pour qu'il identifie les partenaires désignés et habilités à apporter une réponse rapide

Annexe 7 : partenaires de l'évaluation

Étapes de l'évaluation	Partenaires
Financement de l'évaluation	United States AID, OIM
Cadre de coordination	Intercluster Coordination Group
Conception de recherche (méthodologie, couverture et thématiques abordées)	Cluster ABNA, cluster EHA, cluster Protection, sous-cluster Protection de l'Enfance, cluster Sécurité alimentaire, cluster Nutrition, cluster Santé, cluster Education, OCHA, GENCAP, DTM, RRM, FEWS NET
Collecte de données	ASB, ACF, ACTED, Adkoul, CARE, CIPMEN, Concern Worldwide, COOPI, CRS, DRC, DREC, GRET, IRC, Karkara, Médecins du monde, Pathfinder International, Save the Children, UNHCR, UNICEF
Analyse des données	Cluster ABNA, cluster EHA, cluster Protection, sous-cluster Protection de l'Enfance, cluster Sécurité alimentaire, cluster Nutrition, cluster Santé, cluster Education, OCHA, FEWS NET, Système d'alerte précoce (SAP), Programme alimentaire mondial (PAM), Food and agriculture organization (FAO)

Annexe 8 : principales sources de données secondaires

Conception de recherche
OCHA - <u>Aperçu des besoins humanitaire 2020</u>
INS - <u>Tableau de bord social</u>
INS et alii. - <u>Enquête SMART 2018</u>
CILSS et alii. - <u>Cadre Harmonisé</u>
Data Tracking Matrix - <u>Suivi des déplacements</u>
Données de population
INS - Recensement Général de la population et de l'habitat 2012
INS - Répertoire des localités du Niger (RENALOC)
UNHCR - <u>Monitoring de protection</u>
Direction Régionale de l'Enregistrement Civil (DREC) et UNHCR – Chiffres des personnes déplacées
RRM - <u>Multi-sectoral assessments (MSA)</u>
Analyse
INS - Enquête SMART 2020
CILSS et alii. - <u>Cadre Harmonisé</u>
UNHCR - <u>Monitoring de protection</u>
Fews Net - <u>Price Monitoring</u>
Fews Net - <u>Livelihoods Zoning</u>
Data Tracking Matrix - <u>Suivi des déplacements</u>
REACH - <u>toutes évaluations</u>

Les autres sources de données utilisées dans le cadre de ce rapport sont référencées dans les notes de bas de page.